

## COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Direction générale de la presse et de l'information

Division Radio — TV — Cinéma

244, rue de la Loi, Bruxelles 4 — Tél. 35 00 40

ARCHIVES  
DIVISION  
RADIO — TV — CINÉMA

## FACTURE

## FICHE DE TOURNAGE

Sujet: Ouverture négociations  
avec G. A. B. et G. J. L. et D. et H. et K.  
 Lieu: Luxembourg

Date: 30.6.70 heure: 9.15h.  
 Opérateur images: Ch. Van Schuer  
 Opérateur son: Ch. (M. M. M.)  
 Accompagnateur du service: KVM

Pellicule: 16 n/bl. neg. — 16 n/bl. revers. — 6 coul. 35 n/bl. — 35 coul.

	Images	Son
Marque pellicule:	<u>Kodak.</u>	
Type:	<u>Centron négative.</u>	
Quantité et longueur:	<u>120 + 2 x 30m</u>	
Fournisseur de la pellicule:		
Laboratoire (dév. + tir.):		

## Observations techniques:

Images	Son

Signature: \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_

Cette fiche doit être remplie en triple exempl. : 1 pour la division Radio-TV-Cinéma, à remettre au représentant de la division, 1 pour le producteur (à joindre à la facture) et 1 pour les archives du producteur.

Signature pour la direction générale de la presse et de l'information: \_\_\_\_\_

**SUCCESSION DES PLANS**

N°	SECONDES	SUJET
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
18		
19		
20		
21		
22		
23		
24		
25		
26		
27		
28		
29		
30		

Observations :

Date : .....

Paraphe : .....

## CONFERENCE

entre les Communautés Européennes et  
les Etats ayant demandé l'adhésion à ces Communautés

---

Première session au niveau ministériel

Intervention du porte-parole des Communautés,  
Monsieur le Ministre P. HARMEL,  
Président en exercice du Conseil

---

Messieurs les Ministres et Chers Collègues,

En cette date importante pour l'Europe, du 30 juin 1970, le Conseil de Ministres des Communautés Européennes est heureux d'accueillir les Représentants du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège ; j'ai cité les pays dans l'ordre de l'introduction de leur demande.

Vos Etats veulent devenir Membre des Communautés. C'est pourquoi, nous sommes aujourd'hui réunis avec vous pour ouvrir des négociations ; selon le libellé même de l'article 237 du Traité de Rome, ces négociations ont pour but d'établir, de commun accord entre les Etats Membres des Communautés et les Etats demandeurs, les conditions de l'admission et les adaptations des traités que celle-ci entraînera.

Le Conseil de Ministres a conscience d'accomplir, à un moment heureusement choisi, un des actes capitaux qui marquent la marche de l'Europe vers son unification.

Une marche dont le premier pas fut accompli il y a 24 années.

C'était le 19 septembre 1946, à Zurich. Les ruines de notre vieux continent étaient à peine refroidies quand Winston Churchill y parla, le premier, de réconciliation : nous devons, disait-il recréer la famille Européenne, et lui donner une structure régionale qui pourrait bien être appelée "Etats-Unis d'Europe".

Alors, l'idée d'Europe, si fortement appuyée parmi nos populations, trouva sa première expression dans la constitution de l'Assemblée de Strasbourg : je cite le Conseil de l'Europe car il réunit depuis longtemps, dans son Assemblée et dans son Comité de Ministres, les dix Etats ici représentés, et parcequ'il devient d'emblée le forum des droits de l'Homme et de la démocratie parlementaire, où l'Europe renouvelée trouve son principal fondement

Mais c'est le 9 mai 1950 que commença l'oeuvre de l'intégration européenne vers laquelle s'avancent vos Etats. Ce jour-là, le Gouvernement français, par la voix de Robert SCHUMAN, proposa une action limitée mais décisive : placer l'ensemble de la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres Etats de l'Europe. L'Union économique qui allait alors commencer, était une tentative audacieuse, aujourd'hui déjà largement accomplie, par laquelle un groupement d'Etats tend à se rapprocher, matières par matières des conditions d'un marché interne auquel s'appliqueront les mêmes règles, et à la limite, les mêmes politiques.

Nous ne sommes pas ici réunis pour écrire l'histoire de l'intégration européenne, mais pour la faire. Ce n'est donc pas le moment de relater les réussites et les échecs, les étapes créatrices et les retards intervenus, les patiences et les impatiences dont toute oeuvre politique est émaillée.

On savait, dès les débuts, qu'il s'agirait d'une oeuvre progressive, car Robert Schuman nous avait averti : "L'Europe ne se fera pas d'un seul coup, ni dans une construction d'ensemble ; elle se fera par des constructions concrètes créant d'abord une solidarité de fait".

./.

L'important est que l'Europe progresse assez vite, et nous pouvons au moins constater globalement avec les six Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres, réunis au sommet à La Haye, le 2 décembre dernier, qu'au bout de ce quart de siècle, "jamais peut-être des Etats Européens n'auront poussé plus loin leur coopération".

Les institutions où vous voulez entrer, sont donc engagées dans un processus de création continue ; ce sont des communautés vivantes, qui ouvrent avec vous les négociations d'adhésion.

Mais ceux qui vivent ensemble doivent avoir des buts communs.

Nous croyons, Messieurs, que nos perspectives européennes et les vôtres se rejoignent ; elles concernent, en les dépassant aussitôt, les progrès économiques que nos Gouvernements attendent de l'élargissement.

Au-delà des objectifs matériels et de leurs prolongements sociaux favorables à nos populations, l'entrée de quatre pays, riches de longues traditions parlementaires et démocratiques, fortifiera le noyau solide de l'Europe.

Ce noyau solide est plus que jamais nécessaire à l'Europe totale : il faut y préserver et fortifier un type de civilisation et de système politique que nous ne songeons à imposer à aucun Etat, mais qui à nos yeux garantit le mieux la liberté et le progrès des peuples.

Autour de ce noyau, d'autres Etats pourront peut-être progressivement se grouper et participer ainsi à une entreprise dont les institutions sont fondées sur le suffrage du peuple librement exprimé.

Mais nos pensées communes vont plus loin encore : si on place l'effort qui débute aujourd'hui dans un contexte mondial, on doit songer au rôle et aux devoirs d'une communauté de peuples, favorisés par un haut développement intellectuel, technique et matériel, comptant plus de 250 millions d'habitants, unis par la géographie, la tradition, l'histoire, la culture et une même civilisation ! A quels nouveaux actes de paix, à quelles actions généreuses, une telle Europe ne pourra-t-elle dévouer toute la puissance née de son unité ?

Pour les six Etats membres des Communautés, ces objectifs ou ces finalités politiques sont bien ceux qui animent nos Chefs d'Etat ou de Gouvernement ; ils l'ont solennellement rappelé à La Haye en des termes que nous devons relire : "Nous avons la commune conviction qu'une Europe regroupant des Etats qui, dans leurs diversités nationales, sont unis dans leurs intérêts essentiels, assurée de sa propre cohésion, fidèle à ses amitiés extérieures, consciente du rôle qui lui appartient de faciliter la détente internationale et le rapprochement de tous les peuples et d'abord entre ceux du Continent Européen tout entier, est indispensable à la sauvegarde d'un foyer exceptionnel de développement, de progrès et de culture, à l'équilibre du monde et à la protection de la paix.

Voilà, Messieurs, les pensées qui animent et fortifient nos volontés au moment où nous allons vous dire successivement dans quel contexte concret se situent ces négociations et comment nous entendons, pour notre part, les mener.

## II. LE CONTEXTE DES NEGOCIATIONS

Le contexte des négociations est celui d'un triple mouvement, décidé lors du sommet de La Haye : passage à la période définitive du Marché commun, développement interne des Communautés, élargissement.

Ces trois actions ne sont pas liées de telle manière que l'une serait la condition des autres ; mais il faut y voir trois aspects complémentaires de la deuxième étape décisive de la construction européenne.

### 1. L'achèvement

En proclamant à La Haye la volonté politique de passer le 1er janvier 1970 à la phase définitive du Marché commun, il s'agissait, conformément au Traité, de donner à l'oeuvre accomplie en 12 années, un caractère irréversible, en constatant d'abord que l'essentiel des objectifs du Traité avait été accompli, comprenant notamment la mise en place de l'union douanière et des politiques communes dans le domaine commercial et agricole, ainsi que l'abolition des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux.



Mais le Conseil a voulu parachever cet acquis par des décisions d'une large portée :

- 1) arrêter pour les années à venir le règlement financier définitif, sans exclure son adaptation à l'unanimité, en fonction notamment d'une communauté élargie et à condition que les principes de ce règlement ne soient pas altérés ;
- 2) il a voulu aussi décider que d'ici 1975, les Communautés disposeront de ressources propres en lieu et place des contributions financières annuelles qui sont actuellement versées par les Etats membres.

Cette décision a une portée politique considérable, puisqu'en même temps, les pouvoirs de l'Assemblée européenne sont renforcés tant en ce qui concerne l'élaboration des budgets, que pour le contrôle de leur exécution. On sait que - par ailleurs - les travaux au sujet du problème du mode d'élections directes au Parlement européen sont poursuivis par le Conseil.

Telles sont les décisions significatives qui ont ponctué le passage à la période définitive.

## 2. Le développement interne.

Le deuxième volet du tryptique concerne le développement interne des Communautés. Il ne fallait pas seulement accomplir les promesses anciennes transcrites dans les traités ; il convenait d'en formuler de nouvelles, pour marquer le progrès de l'intégration européenne. C'est également à La Haye qu'a été réaffirmée la volonté de faire progresser plus rapidement le développement ultérieur nécessaire au renforcement des Communautés et que ces développements nouveaux ont été annoncés et mis en chantier, principalement dans les directions suivantes.

.../...

- a) Les Chefs d'Etat et de Gouvernement y ont convenu qu'un plan par étapes serait élaboré au cours de l'année 1970 en vue de la création d'une union économique et monétaire.
- b) Pour ce qui a trait à l'activité technologique de la Communauté, ils ont réaffirmé leur volonté de poursuivre plus intensément l'activité de la Communauté en vue de coordonner et d'encourager la recherche et le développement industriel des principaux secteurs de pointe, notamment par des programmes communautaires et de fournir les moyens financiers à cet effet.
- c) Ils se sont accordés en outre sur la nécessité de déployer des nouveaux efforts pour élaborer à bref délai, pour la Communauté de l'Energie Atomique, un programme de recherche conçu selon les exigences de la gestion industrielle moderne et permettant d'assurer l'utilisation la plus efficace du Centre commun de recherche.
- d) Ils ont également reconnu l'opportunité d'une réforme du fonds social dans le cadre d'une concertation étroite des politiques sociales.

Les travaux relatifs à ces différents sujets, ainsi d'ailleurs qu'à d'autres, se poursuivent activement au sein de la Communauté. Et il convient de se féliciter de ce que des discussions ont été entamées depuis lors avec les Etats candidats, ainsi qu'avec un certain nombre d'autres pays européens dans les domaines de la technologie, de la recherche industrielle et des brevets.

J'ai fait allusion à ces travaux, parce que la Communauté considère qu'au fur et à mesure que l'examen des problèmes en cause aura abouti dans la Communauté, soit à des orientations, soit à des résolutions, celles-ci seront présentées aux pays candidats dans les négociations comme positions de la Communauté.

Quant aux décisions, il sera demandé aux pays candidats de les accepter au même titre que les décisions intervenues depuis l'entrée en vigueur des Traités.

Enfin, il y a lieu d'attirer l'attention sur les travaux qui sont entrepris conformément au paragraphe 15 du Communiqué de La Haye. Au titre de ce paragraphe, les Ministres des Affaires Etrangères des Etats membres de la Communauté étudient à l'heure actuelle la meilleure manière de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique dans la perspective de l'élargissement.

### III. POSITION DE LA COMMUNAUTE.

Il faut maintenant que nous vous fassions part des positions et des méthodes que la Communauté a arrêtées en vue des négociations.

- a) Nous posons en principe que vos Etats acceptent les Traités et leurs finalités politiques, les décisions de toute nature intervenues depuis l'entrée en vigueur des Traités et les options prises dans le domaine du développement.

Ces décisions comprennent également les accords conclus dans la Communauté avec des pays tiers.

- b) Dans ces conditions, la Communauté tient à affirmer, lors de l'ouverture des négociations, un certain nombre de principes qu'elle entend, parmi d'autres, faire valoir :

- 1. La règle qui doit nécessairement régir les négociations, est que la solution des problèmes d'adaptation qui pourraient se poser doit être recherchée par l'établissement de mesures transitoires et non par des modifications des règles existantes.

.../...

2. Les mesures de transition ont pour objet de permettre les adaptations qui se révéleraient nécessaires par suite de l'élargissement ; leur durée devra être limitée aux délais nécessaires pour atteindre cet objectif ; elles devront, en règle générale, comporter des calendriers précis et débiter par une première réduction tarifaire significative réciproque dès l'entrée en vigueur des traités d'adhésion.
3. Les mesures de transition devront être déterminées de manière à assurer un équilibre d'ensemble des avantages réciproques.  
  
Dans cet esprit, il sera nécessaire d'assurer un parallélisme adéquat entre les progrès de la libre circulation des marchandises industrielles et la réalisation du marché commun agricole. Il y aura lieu de tenir compte de cette considération pour la durée des mesures de transition dans le secteur industriel et dans le secteur agricole.
4. Dans le domaine des échanges, la durée de la période de transition devrait être la même pour tous les candidats.
5. Dans les autres domaines pour lesquels des mesures de transition s'avèreraient nécessaires, la durée de ces mesures pourrait, si cela est possible et souhaitable, être variable selon les matières et les candidats ; ces questions seront examinées au cours des négociations.
6. Les différents traités d'adhésion devraient entrer en vigueur à la même date.

.../...

- c) La Communauté est d'avis que l'accession des nouveaux membres entraînera des responsabilités nouvelles de la Communauté élargie à l'égard des pays en voie de développement, responsabilités auxquelles il appartiendra à celle-ci de faire face de façon appropriée.

Dans cet esprit, la Communauté élargie doit être prête à poursuivre la politique d'association, aussi bien à l'égard des EAMA qu'au profit des pays indépendants africains ayant une structure et un niveau de développement comparables qui demanderaient à participer en vue de promouvoir leur développement économique et social.

L'élargissement de la Communauté et, corrélativement, l'extension éventuelle de la politique d'association, ne devraient pas être la source d'un affaiblissement des relations avec les Etats associés actuels.

Les modalités de l'association avec l'ensemble des pays africains précités pourraient être définies au cours de négociations qui pourraient intervenir en même temps que les renégociations avec les pays actuellement associés à la Communauté et qui interviendront à partir du 1er août 1973.

Dans le cadre des responsabilités nouvelles de la Communauté élargie auxquelles j'ai fait allusion, il serait également souhaitable que les Six et les Etats candidats se concertent, de préférence dans le stade initial des négociations, en vue d'adopter une position commune à l'égard du problème des préférences généralisées.

.../...

Lorsque seront abordés au cours des négociations les problèmes les plus importants concernant les relations avec le Commonwealth, nous vous proposerons des orientations en ce qui concerne les pays du Commonwealth autres que ceux d'Afrique dont j'ai fait état.

- d) Pour les Etats européens membres de l'AELE, qui n'ont pas demandé à devenir membre de la Communauté, celle-ci est disposée à ouvrir des discussions avec ces pays, il s'agirait de rechercher des solutions possibles aux problèmes posés par l'élargissement et ainsi de rendre possible la contribution de ces Etats à l'oeuvre de la construction européenne.

À l'égard de ces discussions, je rappelle qu'il résulte des décisions prises à La Haye qu'une Communauté élargie ne peut se concevoir que dans l'égalité des droits et des obligations de tous les Etats membres.

La Communauté pourrait marquer son accord pour que les discussions commencent l'automne prochain par une rencontre au niveau ministérielle, avec les pays en cause qui le désirent.

Les accords qui seraient conclus avec les pays en cause, engageraient la Communauté élargie ; dès lors il conviendra de rechercher des formules appropriées permettant d'associer, en temps utile, les Etats candidats à l'adhésion, à la préparation et à la conclusion desdits accords.

.../...

La Communauté estime souhaitable , pour des raisons pratiques et dans l'intérêt de tous les pays en cause, que ces accords entrent en vigueur en même temps que les traités d'adhésion.

- e) La Communauté est consciente que les demandes d'adhésion introduites soulèvent à la fois des problèmes propres à chacun des Etats candidats et des problèmes qui devront être examinés en commun.

Il conviendra donc que l'organisation des négociations tienne compte de cette situation, étant entendu que, dans une première phase en tout cas, les travaux devront principalement être poursuivis de façon bilatérale.

Cette situation pose le problème d'une information adéquate de chacun des Etats candidats sur l'évolution des autres négociations.

La Communauté se réserve de soumettre ultérieurement à cet effet des propositions appropriées, afin que les échanges d'informations et les consultations nécessaires interviennent à la satisfaction de toutes les parties intéressées.

- f) L'exposé que je viens de faire de la position de la Communauté n'est pas exhaustif et n'aborde donc pas l'ensemble des problèmes qui se poseront au cours des négociations ; je pense notamment aux questions soulevées par le Traité instituant la Communauté Européenne de l'Energie Atomique et le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi qu'aux discussions que nous mènerons avec la Grande Bretagne sur certaines questions particulières touchant à des problèmes économiques, monétaires et financiers liés à l'adhésion.

La Communauté aura l'occasion de préciser ultérieurement l'exposé de ses vues en la matière au cours des négociations.

.../...

g) Enfin, les négociations seront menées à tous les niveaux et pour tous les problèmes, selon une procédure uniforme, par la Communauté. Aussi, s'agira-t-il cette fois de négociations dans le cadre d'une Conférence entre les Communautés et les Etats ayant demandé l'adhésion à ces Communautés.

#### IV. CONCLUSIONS

Messieurs les Ministres et chers Collègues,

L'oeuvre que nous entamons aujourd'hui revêt une importance considérable pour les destinées de l'Europe.

Elle suscite parmi nos populations un intérêt et un espoir que nous ne devons pas, que nous ne pouvons pas décevoir.

Si les finalités politiques des Traités, le développement des Communautés, nous tiennent tant à coeur, c'est que nous avons la conviction profonde que les Communautés européennes ont été le noyau originel à partir duquel l'unité européenne a pris forme, s'est épanouie et se poursuivra de manière irréversible dans le futur.

L'élargissement des Communautés que nous avons la volonté de réaliser en commun, donnera des dimensions et des perspectives nouvelles à l'entreprise que nous avons menée à bien jusqu'à présent.

.../...



Ces perspectives de développements futurs, nous ne pouvons que les entrevoir à présent. Mais nous devons veiller à ce qu'elles tracent de l'Europe future une image attrayante pour nos opinions publiques, en présentant certes des aspects de prospérités accrues, mais aussi des aspects humains, sociaux et culturels.

Messieurs les Ministres et chers Collègues,  
je vous ai exposé l'état de quelques-unes de nos réflexions à ce stade initial de nos travaux.

Je suis persuadé que nos vues peuvent constituer, avec les déclarations que vous serez peut-être amenés à faire, un bon départ pour les négociations qui débutent sous d'excellents auspices.

La tâche qui attend nos négociateurs est vaste ; les problèmes qu'ils auront à résoudre seront nombreux et complexes. Mais leurs efforts et les nôtres seront sous-tendus par une volonté politique commune de tout mettre en oeuvre pour aboutir à des accords dans les délais les plus brefs.

Pour sa part, la Communauté ne ménagera aucun effort.

---

Allocution prononcée par  
M. J.O. KRAG, Premier Ministre du Danemark,  
lors de la cérémonie organisée à l'occasion de  
la signature des traités d'adhésion le samedi 22 janvier 1972

Il y a plus de dix ans qu'en octobre 1961 je présentais au nom du gouvernement danois comme Ministre des Affaires Etrangères la demande du Danemark de devenir membre des Communautés européennes. A cette époque, nous avons vu les candidatures de l'Irlande, de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Danemark comme une conséquence naturelle et logique de la coopération établie dans tant de domaines entre les pays de l'Europe occidentale après la guerre. Nous sommes toujours de cet avis. Nous n'avions pas cru qu'il fallait attendre si longtemps pour aboutir. Mais nous n'avons pas attendu en silence. Aucune autre question n'a été autant discutée, non seulement au Danemark mais dans toute l'Europe occidentale. A toutes les ouvertures de nos Parlements, pendant tous les grands débats aux parlements, dans toutes les réunions des ministres de l'AELE depuis sa création, au Conseil nordique, au Conseil de l'Europe, lors de visites dans les capitales européennes, la question de la façon dont la division économique en Europe occidentale serait surmontée a été un sujet principal.

.../...

Je le rappelle pour que vous compreniez notre satisfaction d'être arrivés enfin au moment de signer le traité d'adhésion.

Il est donc naturel que nous saisissons l'occasion de remercier tous ceux qui y ont contribué. Je pense tout d'abord à ceux qui en ayant égard aux autres et de la souplesse dans les points de vue ont créé les conditions politiques permettant d'entamer les négociations et les mener à un résultat positif. Je pense aussi à ceux qui, ces derniers mois en particulier, ont du travailler jour et nuit pour établir les textes que nous signerons aujourd'hui.

Il n'y a pas tant d'années qu'on aurait considéré comme un vrai conte ou une construction de l'esprit que les pays européens qui ont guerroyé les uns contre les autres pendant des siècles, puissent signer un traité de ce genre.

Permettez-moi de former trois vœux pour l'avenir des Communautés européennes.

Premièrement, je souhaite que les nouveaux membres puissent apporter quelque chose de positif aux Communautés, que l'élargissement signifie un raffermissement de leur efficacité, de leur dynamisme et de leur abondance d'idées. Je sais que ceci implique que nous aussi nous devons comprendre et prendre en considération les intérêts des autres pays membres et résoudre dans un esprit démocratique les problèmes de l'avenir d'une façon satisfaisant tous et par là la Communauté.

.../...

Deuxièmement, je souhaite que les Communautés dans leur politique intérieure soient conscients au point de vue social et du progrès. Nous avons appris comment obtenir l'essor économique. Mais nous ne savons pas encore comment le gérer pour que non seulement il relève le niveau de vie matériel de tous mais qu'il redresse les inégalités de la société en faveur des indigents. En même temps, le problème d'améliorer le milieu humain de la société industrialisée devient de plus en plus urgent. En commun, nous pourrions résoudre ce problème. Séparément, cela ne nous sera guère possible.

Je résume dans la langue que nous croyons sera une nouvelle langue officielle des Communautés européennes en souhaitant que la politique extérieure des Communautés soit ouverte et positive. Je pense tout d'abord aux autres pays de l'A.E.L.E., surtout aux autres pays du Nord, la Suède, l'Islande et la Finlande. Ce sont des pays qui ont pris part à la coopération européenne depuis la guerre. Sans des arrangements avec eux, notre coopération ne sera pas complète.

Je pense aux échanges croissants avec les pays de l'Europe de l'Est et à la bonne entente avec eux sous le signe des négociations et de la détente.

Il ne faut pas non plus oublier l'importance d'une coopération étroite avec les Etats-Unis et le Canada. Au point de vue commercial, social, monétaire et de sécurité le destin de l'Europe de l'Ouest est, étroitement lié à celui de l'Amérique du Nord et il n'est pas de notre intérêt de desserrer ces liens.

.../...

Je pense également aux pays en voie de développement, le monde pauvre hors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Une communauté européenne élargie aura inévitablement une puissance économique et commerciale qui lui confère une responsabilité particulière de la solution des problèmes du tiers-monde. Y faire face sera une des tâches les plus impérieuses de la Communauté.

C'est entièrement confiant que la Communauté saura accomplir ces vœux que j'apposerai ma signature aujourd'hui sur le traité d'adhésion et que je recommanderai au Parlement danois et au peuple danois de l'approuver. Le Gouvernement danois et la majeure partie du folketing espère que cette décision historique contribuera à assurer la paix en Europe, à favoriser notre développement économique et, ainsi, créer la base de nouveaux objectifs et progrès aussi pour les plus pauvres populations d'Europe. Ainsi, et en parfaite liberté, la culture et la science en Europe auront les meilleures possibilités d'épanouissement.

---

Allocution prononcée par

S.E. M. le Premier Ministre John LYNCH, T.D.,

à l'occasion de la signature des Actes relatifs à l'adhésion  
du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège

(Bruxelles, Palais d'Egmont - 22 janvier 1972)

Monsieur le Président,

C'est un événement historique qui parachève comme il se doit nos négociations, négociations qui ont été difficiles et complexes et qui ont demandé ardeur, espoir et compréhension à tous ceux qui y ont participé. Nous pouvons dire que la coopération et la compréhension dont il a été fait preuve au cours de cette période sont pour nous une source de courage. Elles augurent bien de l'avenir de la Communauté élargie.

Ce que nous attendons maintenant, c'est l'élargissement des Communautés européennes. Nous attendons impatiemment le 1er janvier 1973. Maintenant que les négociations sont achevées et que les actes d'adhésion sont signés, il reste à remplir les conditions requises par notre Constitution. Mon Gouvernement estime que le Parlement et le Peuple de l'Irlande ont la conviction que la coopération avec les autres Etats membres au sein des Communautés élargies constitue la meilleure politique à suivre. Nous croyons que le peuple irlandais approuvera d'une manière décisive et avec confiance notre adhésion aux Communautés.

Monsieur le Président,

En nous réunissant ici aujourd'hui et en signant les Actes d'adhésion des quatre pays candidats aux Communautés européennes, nous sommes à l'apogée de nombreux mois de négociations intensives et ardues. Le résultat heureux des négociations est une preuve bien agréable de la volonté politique dont ont clairement fait montre la Communauté et chacun des pays candidats de trouver des solutions mutuellement acceptables aux problèmes qui se présentaient. La manifestation de cette volonté politique et cette compréhension mutuelle montrent la voie d'un avenir de coopération profitable et constructive de nos dix pays au sein des Communautés élargies.

Aujourd'hui, c'est aussi un début - le début d'une nouvelle étape dans la création d'une Europe plus grande et plus forte. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats membres actuels, lors de leur réunion historique de La Haye en décembre 1969, tracèrent la voie qui devrait désormais mener à la construction de l'Europe. Ils lancèrent l'idée du "triptyque" - le triple mouvement du parachèvement des Communautés, de leur développement et de leur renforcement intérieurs, et de leur élargissement. Sous cette inspiration, des progrès essentiels ont été accomplis et le troisième élément de ce triple mouvement - l'élargissement des Communautés - fait maintenant un pas décisif.

bel/LC/jd

.../...



Nous nous sommes fixés comme date d'adhésion le 1er janvier 1973. En ce qui concerne l'Irlande, il nous faut maintenant satisfaire aux exigences constitutionnelles requises. Mon Gouvernement est convaincu que le Parlement et le peuple irlandais partagent sa conviction que l'avenir politique et économique de l'Irlande se trouve dans la coopération avec les autres Etats membres au sein des Communautés élargies et qu'ils approuveront d'une façon décisive l'adhésion de l'Irlande aux Communautés.

L'Irlande est le plus jeune des Etats représentés ici aujourd'hui. Cependant, nous sommes l'une des plus vieilles nations d'Europe. La géographie nous a placés à la périphérie du continent. Mais nous faisons partie intégrante de l'Europe, à laquelle nous sommes liés par de nombreux siècles de civilisation, de traditions et d'idéaux partagés. L'Irlande, à la suite de circonstances historiques, n'a pas participé dans le passé à tous les grands moments de l'expérience européenne, mais le peuple irlandais dans de nombreuses périodes de notre histoire a été profondément associé à la vie et la culture du continent européen. Depuis qu'il forme un Etat, mon pays, conscient de son passé européen, a cherché à forger des liens nouveaux et plus solides avec le continent. Nous renouvelions ainsi des liens historiques auxquels nous donnions une nouvelle vie.

Un Irlandais éminent a écrit :

"mon seul conseil à l'Irlande est que pour devenir profondément irlandaise elle doit d'abord devenir européenne."

Il a également écrit, il y a plus de soixante ans :

"si cette génération a pour tâche première le redressement de la vieille Irlande, sa seconde tâche doit être de découvrir la nouvelle Europe."

Depuis que ces mots ont été écrits, l'Europe a été dévastée par deux guerres mondiales et une autre génération d'Européens a eu pour tâche de commencer la construction d'une nouvelle Europe fondée sur l'unité et la coopération entre ses peuples. Nous autres Irlandais, nous cherchons à participer à ce noble effort. Nous avons répondu à l'appel lancé par les fondateurs des Communautés aux autres pays d'Europe qui partageaient leurs idéaux pour qu'ils s'unissent à leurs efforts en vue d'établir les fondements d'une union toujours plus étroite entre les peuples européens. Mon Gouvernement voit dans les Communautés européennes le meilleur espoir et la base véritable pour la création de cette Europe unie et pacifique.

Nous reconnaissons que l'élargissement des Communautés posera ses propres problèmes. Pour les Etats membres actuels, il s'agira de s'adapter au fonctionnement d'une Communauté des Dix. Quant aux nouveaux Etats membres, ils devront s'intégrer à une Communauté déjà instituée et qui s'est déjà développée. Ces tâches ne seront point aisées, mais des résultats obtenus par la Communauté des Six depuis son institution, et de l'heureuse expérience que nous avons faite ensemble au cours des négociations, nous tirons la conviction que les difficultés que comportent l'adhésion et la transition seront surmontées et que le fonctionnement efficace et constructif de la Communauté élargie sera assuré. Toutefois,

oux/LC/ jd

.../...

il y a beaucoup à faire : l'année qui vient sera une période de préparation d'une importance capitale. La procédure de consultations qui a été retenue au cours des négociations permettra aux pays candidats d'entamer et de faire progresser le processus d'intégration.

Au cours de la période précédant l'élargissement de la Communauté, nos dix pays se préoccuperont également de questions dépassant le cadre des problèmes immédiats de l'adhésion et de la transition. Nous devons entamer l'examen en commun de ce que devrait être la politique future de la Communauté après l'élargissement. En effet, de par sa nature, la Communauté des Dix ne peut, pas plus que la Communauté des Six, demeurer statique : elle sera une création continue : elle doit se développer et progresser dans la voie de l'unité européenne qui a été envisagée par les architectes de la Communauté originale.

Une autre tâche à laquelle, comme je le suggère, nos dix gouvernements doivent faire face dans le contexte de l'élargissement des Communautés consiste à examiner soigneusement la manière de doter les Institutions des meilleurs moyens de jouer leur rôle respectif après l'élargissement. Je songe en particulier au rôle de l'Assemblée. Chacun reconnaît qu'un gouvernement a l'obligation d'associer le peuple de son pays aussi étroitement que possible à l'action gouvernementale. Nous aurons également l'obligation de mettre conjointement les peuples des Communautés élargies

en contact plus étroit avec les décisions, la politique et l'oeuvre des Communautés et de les y associer plus étroitement. Il y a là assurément un rôle important pour l'Assemblée. Le gouvernement irlandais attache la plus haute importance à ce que le rôle que devra jouer l'Assemblée au sein des Communautés élargies fasse l'objet d'un examen très attentif de la part de nos gouvernements agissant conjointement.

Au fur et à mesure de leur progression vers cette unification plus grande de l'Europe envisagée par leurs fondateurs, les Communautés élargies pourront constituer une force capitale au service de la paix dans le monde et apporter une contribution toujours croissante au progrès économique et social des pays en voie de développement. Nous attachons la plus grande importance à l'accent mis par les Etats membres, lors de la Conférence au sommet de La Haye, sur une action tendant à promouvoir un rapprochement des peuples de "tout le continent européen".

Les grandes pensées, disait Mazzini, font les grands peuples. Robert Schuman a prévu que l'Europe unie ne se réaliserait pas en une fois, mais grâce à de nombreuses mesures concrètes. La création des Communautés européennes a été la première expression pratique de la vision de Schuman et des autres fondateurs. Leur développement et leurs réalisations ont sensiblement rapproché la réalisation de l'objectif que constitue l'unité européenne. L'élargissement des Communautés nous rapprochera encore davantage de cette réalisation. En ce jour de la signature des Actes d'adhésion qui marque une étape décisive vers la coopération future de nos dix pays, il convient assurément que nous puissions espoir et inspiration dans les réalisations des vingt dernières années et la vision qui les a rendues possibles.

Bruxelles, le 22 janvier 1972

Gaston THORN, Ministre des Affaires Etrangères (Luxembourg)

Né à Luxembourg, le 3 septembre 1928

Marié, un fils

Il a été élevé d'abord en France, son père ayant été ingénieur à la S.N.C.F. En 1939, la famille rentre au Grand-Duché. Le père est arrêté le 10 mai 1940 par l'occupant. Gaston THORN est arrêté en 1943 pour faits politiques, passe quelques mois dans un camp de redressement.

Etudes universitaires au lendemain de la guerre à Montpellier, Lausanne et Paris. Docteur en droit, s'inscrit au Barreau de Luxembourg. Président de l'Union Nationale des Etudiants du Luxembourg et Président de la Conférence Mondiale des Etudiants, Président des Jeunesses Démocratiques, se présente pour la première fois à Luxembourg aux élections législatives en 1959 et est élu député du centre. Conseiller municipal de 1959 à 1969, il fut échevin de la capitale de 1961 - 1963. De 1959 à 1969, membre du Parlement Européen, Vice-Président du Groupe des Libéraux, Président de la Commission des pays en voie de développement, Président de la Commission paritaire de l'Association C.E.E. - E.A.M.A. Temporairement membre du Conseil de l'Europe.

Nommé Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur, de la Fonction Publique, de l'Education Physique et des Sports, lors de la constitution du nouveau Gouvernement luxembourgeois le 6 février 1969, formé à l'issue des élections législatives anticipées du 15 décembre 1969.

En 1961, à l'âge de 33 ans, élu Président du Parti Démocratique. Réélu en cette qualité en 1964 et en 1968.

Consul général honoraire d'Islande.

un fils.

---

Bruxelles, le 22 janvier 1972

Jean DONDELINGER - Ambassadeur - Représentant Permanent du  
Grand-Duché du Luxembourg, Président en  
exercice du Comité des Représentants Permanents

Agé de 42 ans - Marié - un enfant

Docteur en droit

Entré en 1958 au Ministère des Affaires Etrangères

Depuis 1960 : Représentant Permanent adjoint du Luxembourg  
auprès des Communautés Européennes

Depuis juillet 1970 : Ambassadeur, Représentant Permanent du  
Luxembourg

---

Original : Anglais

CONFERENCE ENTRE LES COMMUNAUTES EUROPEENNES  
ET  
LES ETATS AYANT DEMANDE L'ADHESION A CES COMMUNAUTES

LUXEMBOURG - 30 juin, 1970.

-----

Déclaration de M. le Dr. Patrick J. Hillery,  
Ministre des Affaires Extérieures d'Irlande.

-----

1. C'est un grand honneur pour moi de représenter le Gouvernement de l'Irlande à cette réunion qui voit s'ouvrir aujourd'hui les négociations sur l'élargissement des Communautés Européennes. Notre réunion marque un nouveau pas historique vers l'unité politique et économique en Europe, un objectif pour lequel les Gouvernements des Etats membres des Communautés Européennes et des pays candidats ont clairement témoigné leur engagement.

2. Avant tout, je désire, au nom de mon Gouvernement, rendre hommage aux Etats membres pour ce qui a déjà été accompli. Les Communautés Européennes, avec leur impressionnante série de réussites, sont des manifestations vitales d'une volonté et d'un dessein communs constituant déjà une réalité européenne. L'idéal de l'unité européenne qui inspira les membres fondateurs des Communautés n'est cependant pas encore réalisé. Mon Gouvernement est convaincu que la réalisation de cet idéal pourra être servie au mieux par la pleine participation au sein d'une Communauté élargie des pays qui sont disposés à en accepter tous les objectifs et toutes les obligations et qui sont prêts à se joindre aux Etats membres actuels pour la création d'une Europe plus large et plus forte. Ceci est certainement ce que les membres fondateurs des Communautés avaient en vue et ce qu'ils ont exprimé dans le Préambule du Traité de Rome lorsqu'ils ont fait appel à tous les autres peuples d'Europe partageant leur idéal pour qu'ils se joignent à leurs efforts.

3. La réunion des Chefs d'Etat ou de Gouvernement des Etats membres des Communautés à La Haye en décembre dernier a donné une impulsion nouvelle au développement des Communautés. Nous avons vu qu'il en a résulté l'heureux achèvement de la



période transitoire et l'entrée dans la phase définitive. Nous avons également pris note avec grand intérêt les mesures prises par les Etats membres dans des domaines aussi vitaux que l'unification politique et l'union économique et monétaire. En outre, l'accord des Etats membres sur l'ouverture de négociations avec les pays candidats, qui a trouvé son aboutissement dans notre présence aujourd'hui en ces lieux, a étroitement associé la question de l'élargissement avec le parachèvement et le renforcement des Communautés.

4. Lorsqu'il s'est porté candidat à la Communauté Economique Européenne en 1961, le Gouvernement Irlandais a affirmé sans réserve qu'il partageait les idéaux qui inspirèrent les parties au Traité de Rome et qu'il acceptait les objectifs de la Communauté tels qu'ils y étaient énoncés, ainsi que l'action proposée pour réaliser ces objectifs. Ceci a été réitéré par notre actuel Premier Ministre en 1967 lorsqu'il a formellement sollicité la reprise en considération de la candidature de l'Irlande. Je réaffirme aujourd'hui, au nom du Gouvernement Irlandais, notre plein agrément aux Traités de Rome et de Paris, à leur finalité politique, leurs objectifs économiques et aux décisions prises pour les mettre en oeuvre. Nous nous réjouissons à la perspective de participer au renforcement des Communautés et à leur futur développement.

5. Mon Gouvernement accepte que les objectifs politiques, selon les termes du Communiqué de La Haye, donnent à la Communauté "son sens et sa portée". Nous suivons attentivement les délibérations des Etats membres sur l'unification politique et nous nous tenons prêts à nous joindre en tant que

membre de la Communauté à nos compagnons, les autres Etats membres, pour travailler à la réalisation de ce but.

6. Mon Gouvernement se réjouit de la déclaration des Etats membres à La Haye quant à leur volonté de promouvoir le développement de la Communauté vers une union économique et monétaire. Il sera disposé, en temps utile, à participer pleinement à ces très importants travaux, dans sa conviction que l'objectif en sera de réaliser une croissance économique harmonieuse et régulière dans toutes les parties de la Communauté élargie.

7. Le Gouvernement Irlandais accepte de même les obligations économiques découlant des dispositions des Traités ainsi que les décisions prises par les Communautés pour les mettre en oeuvre. Il est impatient de se joindre aux autres pays des Communautés dans une action concertée en vue du progrès économique et social des Etats membres et de leurs peuples; et il a la conviction que, en tant que membre des Communautés, l'Irlande pourra y apporter une contribution précieuse.

8. Dans ces négociations, nous aurons à nous pencher sur l'intégration des économies des pays candidats dans les systèmes communautaires ainsi que des arrangements transitoires nécessaires à cet effet. Dans le cas de l'Irlande, les aspects les plus importants de ces arrangements toucheront aux secteurs agricole et industriel.

9. En ce qui concerne l'agriculture, le Gouvernement Irlandais accepte les objectifs de la politique agricole commune telle qu'elle est énoncée dans le Traité de Rome et il appuie pleinement l'action entreprise par la Communauté pour mettre cette politique en oeuvre. Nous avons suivi

attentivement l'évolution de cette politique et les Etats membres peuvent être assurés que nous jouerons un rôle constructif et coopératif dans son développement futur.

10. Compte tenu de l'importance de l'agriculture dans l'économie irlandaise, des conditions rationnelles et ordonnées de commerce international des produits agricoles sont essentielles pour la santé économique de l'Irlande. La participation à la politique agricole commune devrait fournir une base sûre pour le développement équilibré de notre agriculture.

11. Nous ne prévoyons pas que l'application de la politique agricole commune présente pour nous une difficulté majeure quelconque. Nous désirerions cependant discuter avec la Communauté certains aspects précis des arrangements agricoles communautaires. Ceux-ci comprendraient, par exemple, la réglementation communautaire relative à la santé des animaux et des plantes, qui pourrait devoir être modifiée dans son application à l'Irlande compte tenu de l'absence dans ce pays de certaines maladies animales et végétales majeures. Il pourrait également être nécessaire de soulever des points particuliers concernant d'autres matières agricoles, y compris de futurs arrangements pour les pêcheries, qui pourraient être soumises à des décisions communautaires avant que les négociations d'accession ne soient achevées.

12. Abordant maintenant l'industrie, je voudrais souligner que, au cours de la dernière décennie, la croissance soutenue de l'économie irlandaise a été due principalement à l'expansion marquée du secteur industriel. Le volume de la production industrielle a augmenté d'environ 100 pour cent dans la période allant de 1960 à 1969, ce qui équivaut à 7 pour cent par an.

Au cours de la même période, le volume de nos exportations industrielles a ~~triplé~~ et en 1969 a représenté pour la première fois plus de la moitié de nos exportations totales de marchandises.

13. Un objectif majeur de la politique du Gouvernement Irlandais a été d'assurer l'expansion la plus rapide possible du secteur industriel compatible avec le maintien de l'équilibre interne de l'économie et d'une balance raisonnable de nos paiements internationaux. Tout au long des années 60, l'accent a été mis sur la préparation des conditions d'un commerce plus libre et, plus précisément, de l'entrée effective dans la Communauté Economique Européenne. Cette politique a reçu une impulsion spéciale lorsque nous avons présenté à l'origine notre candidature à la Communauté. Le Gouvernement a poursuivi cette politique sans relâche et vigoureusement.

14. Il en résulte que nous sommes confiants dans la capacité croissante de l'industrie irlandaise en général à faire face aux défis concurrentiels qui sont en jeu. En vérité, l'industrie irlandaise se réjouit de l'entrée dans la Communauté Economique Européenne en reconnaissant que, bien qu'il se présentera des problèmes à court terme, la structure et la rentabilité de l'industrie irlandaise en général sera renforcée à long terme. Nous voyons dans le marché de la Communauté élargie le milieu commercial le plus propre à fournir des perspectives pour les progrès industriels nécessaires à la réalisation des buts économiques et sociaux que nous nous sommes fixés en tant que nation.

15. La participation à la Communauté exigera certains ajustements et certaines adaptations dans les secteurs

industriels et commerciaux irlandais, mais nous prévoyons que dans la plupart des cas les problèmes particuliers quelconques qui pourraient se poser seraient réglés par des arrangements transitoires et par les clauses de sauvegarde du Traité de Rome qui, j'en suis persuadé, feront partie de ces arrangements. Il existe cependant un petit nombre d'industries sensibles pour lesquelles ces arrangements pourraient ne pas être adéquats et il s'agit ici d'une question que nous désirerons discuter au cours des négociations.

16. J'ai mentionné la croissance industrielle substantielle de l'Irlande ces dernières années. Cela a été la politique de mon Gouvernement dans son programme de développement industriel d'encourager l'expansion rapide de l'industrie au moyen de stimulants financiers et fiscaux. La poursuite du développement industriel dépend de ces stimulants et leur situation dans le contexte de l'entrée de l'Irlande dans la Communauté est, de ce fait, une question que nous désirerons examiner pendant les négociations.

17. La petite taille du marché irlandais et de nos unités industrielles laisse l'économie irlandaise particulièrement vulnérable au dumping et nous espérons qu'une solution satisfaisante à cette difficulté puisse également être trouvée au cours des négociations.

18. A part les quelques questions que j'ai mentionnées, il n'est pas prévu que l'entrée dans les Communautés puisse créer des problèmes exceptionnels pour l'Irlande. Ceci suppose évidemment que des arrangements transitoires appropriés soient appliqués à la mise en oeuvre par l'Irlande des obligations des Traités non seulement dans les secteurs industriel et

agricole mais aussi dans d'autres domaines.

19. Dans la considération des arrangements transitoires, un facteur important dont il est clair qu'il faudra tenir compte consiste en les relations commerciales spéciales unissant l'Irlande au Royaume-Uni. Les Etats membres apprécieront l'importance fondamentale pour l'économie irlandaise de notre commerce avec le Royaume-Uni qui constitue le marché de plus de 70 pour cent des exportations irlandaises totales et qui fournit plus de 50 pour cent de nos importations. Traditionnellement, l'Irlande a bénéficié d'un traitement préférentiel pour ses produits sur le marché britannique et le Royaume-Uni à son tour a reçu une situation spéciale sur notre marché. Les arrangements commerciaux entre les deux pays sont régis par l'accord anglo-irlandais de zone de libre-échange de 1965, qui prévoit le libre-échange entre les deux pays et des arrangements spéciaux pour les exportations agricoles irlandaises vers le Royaume-Uni. L'obligation contractuelle pour l'Irlande d'accorder un traitement de libre-échange aux produits industriels britanniques est mise en oeuvre pour une période de neuf ans se terminant à la mi-1975. Ce démantèlement progressif de la protection industrielle a également servi à préparer l'industrie irlandaise aux obligations et aux concurrence plus vastes qu'entraînera l'entrée dans la Communauté.

20. A cause de son importance pour l'économie irlandaise, il est essentiel que le commerce agricole et industriel entre l'Irlande et le Royaume-Uni pendant la période transitoire soit poursuivi sans la moindre perturbation, eu égard aux arrangements spéciaux qui existent déjà en vertu de l'accord anglo-irlandais de zone de libre-échange et qui sont soumises,

évidemment, aux obligations que les deux pays assumeront à leur entrée dans les Communautés. En d'autres mots, le mouvement des deux pays vers un marché commun européen plus vaste devrait prendre son origine dans la situation actuelle qui met déjà en jeu les éléments d'un marché commun entre eux.

21. Je voudrais maintenant me référer aux procédures à adopter pour la conduite des négociations. Mon Gouvernement considère que ces procédures devraient être fixées avant que les négociations proprement dites n'aient lieu et que les quatre pays candidats devraient être parties aux discussions quelconques entreprises à cet effet. Nous considérons également que ces procédures devraient prévoir un degré raisonnable de parallélisme dans les négociations avec chaque pays candidat. L'accession simultanée des candidats aux Communautés est évidemment essentielle.

22. Il existe un autre aspect des arrangements de procédure auquel mon Gouvernement attache une importance particulière. Des questions seront inévitablement soulevées dans un ensemble de négociations qui seront d'intérêt majeur pour les autres pays candidats. Par exemple, les négociations avec le Royaume-Uni sur certaines questions touchant le secteur agricole seront d'un intérêt vital pour l'Irlande. Il est important que des décisions ne soient pas prises sans qu'il en soit référé, à toutes les phases, aux autres pays candidats directement intéressés. Mon Gouvernement, de ce fait, désirerait voir établir, à une phase préparatoire des négociations, des procédures qui permettraient la participation de chaque pays candidat aux négociations sur toutes les questions touchant leurs intérêts. Sont d'importance particulière à cet egard les mesures transitoires relatives à la libre circulation des

marchandises et à la politique agricole commune, ainsi que les arrangements institutionnels et financiers à appliquer dans les Communautés élargies.

23. Monsieur le Président, les Communautés Européennes et les pays candidats, en entamant ces négociations d'élargissement, franchissent un pas qui est d'une grande signification potentielle pour la création d'une Communauté Européenne plus vaste vouée à l'unité et à la paix. L'issue de ces négociations aura une influence décisive sur l'avenir de ce continent et son rôle dans le monde. Plus important encore sera son profond effet sur le bien-être de nos peuples et, après tout, c'est le bien-être de nos peuples qui doit toujours être notre souci primordial. Le Préambule du Traité de Rome a sagement insisté sur non seulement la résolution de ses signataires "de renforcer les sauvegardes de la paix et de la liberté" mais aussi leur détermination de poursuivre "le dessein essentiel d'améliorer sans cesse les conditions de vie et de travail de leurs peuples". Ce qui veut dire de tous nos peuples. Nous ne devons pas promouvoir les intérêts des uns au détriment des autres.

24. Si l'Europe peut promouvoir une union toujours plus étroite entre ses peuples et oeuvrer en commun à l'amélioration régulière de leur bien-être, alors cette plus grande Europe sera une force vitale pour la paix dans le monde et apportera une contribution toujours croissante à la prospérité des nations en voie de développement où qu'elles soient. Nous sommes encouragés par ce qui a déjà été accompli. Nous sommes sûrs que la largeur de vue et la détermination manifestées par les Etats membres sont partagées par les pays candidats. Pour le bien de l'Europe et de ses peuples, pour le salut de la paix et de la prospérité dans le monde, ces négociations ne peuvent pas échouer. Nous sommes responsables de leur succès.



COMMISSION DES COMMUNAUTES  
EUROPÉENNES

---

Luxembourg, le 30 juin 1970

Groupe du Porte Parole

D é c l a r a t i o n

de Monsieur Jean REY, Président de la Commission des Communautés  
Européennes lors de la séance d'ouverture des négociations entre la  
Communauté et les Etats candidats à l'adhésion,  
à Luxembourg le 30 juin 1970

---

- Monsieur le Président du Conseil,

Messieurs les Ministres,

Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames, Messieurs,

1. C'est avec une profonde satisfaction que la Commission des Communautés Européennes prend part à cette séance et elle se réjouit de ce que le dernier acte politique important auquel elle ait l'occasion de participer avant l'expiration de son mandat soit précisément la réouverture des négociations tendant à l'élargissement de la Communauté, négociations qu'elle a espérées depuis plusieurs années et à la préparation desquelles elle a cherché à contribuer de son mieux.

Sans remonter jusqu'aux négociations de 1961 - 1963, auxquelles la Commission de la Communauté Economique Européenne, présidée par le Professeur HALLSTEIN, avait activement collaboré, la Commission que je préside a exprimé l'opinion il y a presque

trois ans déjà, dans son avis du 29 septembre 1967 que le moment était venu d'entreprendre les négociations avec les pays candidats; cet avis elle l'a répété et précisé dans son avis complémentaire du 1er octobre 1969 et elle est heureuse de pouvoir une fois de plus le confirmer aujourd'hui.

La Commission voit dans l'ouverture des négociations à la fois la preuve du haut degré de développement auquel la Communauté actuelle est arrivée et, d'autre part, la conscience commune des états européens de ce que le temps est venu de rassembler toutes les forces européennes dans une organisation puissante et dynamique.

2. La Communauté actuelle est loin d'avoir atteint le terme de sa construction. Bien qu'elle ait achevé sa période transitoire, qu'elle ait décidé d'entreprendre, selon un plan par étapes, la construction de son union économique et monétaire, elle est encore loin d'être achevée.

Il est essentiel, dans l'intérêt de la Communauté actuelle mais aussi dans celui de la Communauté élargie elle-même, que ce développement ne soit ni arrêté ni même freiné par les négociations d'élargissement. Les projets actuellement sur le métier doivent être menés à bien : qu'il s'agisse de la réforme des structures agricoles, du développement de la politique industrielle et technologique, de l'élaboration d'une politique énergétique commune, de la politique régionale de l'harmonisation des fiscalités, du développement de la politique sociale, de la création de sociétés européennes et, tâche majeure de la présente décennie, de la réalisation par étapes d'une union économique et monétaire.

Il conviendra de tenir les états candidats au courant de ces développements auxquels ils sont éminamment intéressés; la Commission, pour sa part, est prête à leur fournir en temps et lieux, tous les renseignements qui pourraient leur être nécessaires.

3. Le renforcement de la Communauté ne consiste pas seulement dans la poursuite de ses politiques internes; il vise également ses mécanismes institutionnels. Dans son avis du 29 septembre 1967, la Commission écrivait, au paragraphe 13 que toute augmentation du nombre des Etats membres risque d'entraîner un alourdissement des mécanismes institutionnels communautaires. C'est pourquoi, continuait-elle, l'adaptation indispensable, et d'ailleurs prévue à l'article 237, doit être réalisée de manière à maintenir l'efficacité du système et à compenser l'effet mécanique de l'élargissement.

La Commission pense que cet aspect des problèmes ne devra pas être perdu de vue dans le cours des négociations; comme elle le disait en conclusion de cet avis précité il est fondamental de satisfaire aux conditions qui doivent assurer la cohésion et le dynamisme indispensables dans une Communauté élargie.

4. Dans l'excellent discours prononcé il y a un moment par Monsieur le Président du Conseil, la Communauté a mis en lumière l'état d'esprit dans lequel elle aborde les négociations et sa position sur les points principaux.

Bien entendu il faudra examiner en commun au cours des négociations les difficultés que l'adhésion à la Communauté peut présenter aux états candidats eux-mêmes. La Commission, en ce qui la concerne, les abordera avec imagination et bonne volonté et elle ne manquera pas, le moment venu, et si cela apparaît nécessaire, d'utiliser les ressources de son expérience et des pouvoirs qu'elle détient des traités pour dégager des solutions acceptables pour tous.

Même en se concentrant sur les points essentiels et en évitant de se perdre dans des détails qui pourront être résolus ultérieurement par les institutions de la Communauté élargie, il n'en reste pas moins que des problèmes importants et difficiles devront être résolus et qu'en outre, la Communauté envisageant de passer en une seule étape de six à dix membres, toutes les solutions dégagées dans les négociations bilatérales devront finalement être acceptées par tous les états candidats comme par la Communauté elle-même.

5. L'opinion publique a manifesté, dans tel ou tel pays candidat une certaine nervosité au sujet des négociations qui s'ouvrent actuellement; il ne faudra pas perdre de vue qu'en définitive les accords qui seront négociés devront être soumis à l'approbation de tous les parlements des états candidats comme des Etats membres de la Communauté. Il sera en conséquence très important de tenir les parlements au courant, de la manière appropriée de la marche des négociations, et c'est l'intention de la Commission de veiller à informer régulièrement le Parlement européen, ainsi qu'elle l'a fait en toutes les négociations qu'elle a poursuivies au nom de la Communauté depuis douze ans.

Peut-être a-t-on trop mis l'accent ici ou là, sur les difficultés, au surplus de caractère temporaire, que peut présenter l'adhésion à la Communauté de la part des états candidats. Il est essentiel, aux yeux de la Commission, de ne pas perdre de vue le véritable enjeu de la négociation.

Il ne s'agit pas simplement de faire disparaître quelques barrières douanières ou fiscales, ou d'organiser un marché. Il s'agit en réalité de bâtir un continent. Car c'est bien la construction d'un continent qu'ont entrepris les européens, il y a vingt ans, à l'appel de Robert Schuman, un continent réconcilié et uni, ayant ses institutions et ses lois, fort à l'intérieur, généreux à l'extérieur, force d'équilibre, de paix et de progrès dans le monde. Par delà les difficultés véritables de la négociation et les oppositions d'intérêt, c'est la grandeur du but et la volonté politique d'y aboutir qui mèneront au succès l'oeuvre que nous entreprenons aujourd'hui.

---

COMA

M. REY	Président
M. LEVI SANLARI	Vice-Président
M. HELLWIG	Vice-Président
M. BARRE	Vice-Président
M. MANSHOLT	Vice-Président
M. COPPE	Membre
M. VON DER GROEBEN	Membre
M. SASSEN	Membre
M. ROCHEREAU	Membre
M. BODSON	Membre
M. MARTINO	Membre
M. HAFFERKAMP	Membre
M. DENIAU	Membre
M. LINTHORST HOMAN	Ambassadeur
M. NOEL	Secrétaire Général
M. MEYER	Secrétaire Général adjoint
M. SIGRIST	Directeur Général
M. MUCH	Directeur Général
M. OLIVI	Directeur Général, Porte-Parole
M. RABOT	Directeur Général

21

falls  
Common than

---

Discours prononcé par M. P. Nyboe Andersen,  
Ministre des Affaires économiques et de  
l'Intégration européenne, à la première  
réunion des Communautés européennes et,  
des quatre pays candidats à Luxembourg le 30 juin 1970.

---

Monsieur le Président,

Au mois de mai 1967, le Parlement danois a voté une résolution autorisant le Gouvernement à reprendre les négociations sur l'adhésion du Danemark aux Communautés européennes avec le Royaume-Uni.

A la même occasion, le Parlement a exprimé l'espérance que les autres pays scandinaves puissent trouver une formule, eux aussi, quant à leurs relations avec les Communautés européennes.

C'est sur cette base que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, au nom du Gouvernement danois, nos points de vue quant à la grande tâche en cause : établir le cadre de la coopération européenne dans les décennies à venir. La grave responsabilité de trouver une solution adéquate et durable de ce problème nous incombe. Mon Gouvernement est prêt à contribuer de façon constructive, lors des négociations futures, à trouver une telle solution.

Du côté des Communautés, trois conditions essentielles ont été posées pour l'admission d'un Etat en qualité de

.../...

membre :

Premièrement, que les Etats candidats acceptent les traités européens et les décisions prises par la suite.

Deuxièmement, que les Etats candidats acceptent les options prises sur le développement ultérieur des Communautés, et

troisièmement, que les Etats candidats acceptent les finalités politiques des traités.

Le Danemark est prêt à accepter les traités et les décisions prises ultérieurement. A ce sujet, je suppose que les Communautés se rappelleront que les traités et les décisions ultérieures résultent de négociations nombreuses et longues qui inévitablement ont été marquées par les conditions spéciales des six pays et par leurs désirs au moment des négociations. Même les Etats actuellement membres éprouvent aujourd'hui le besoin de compléter les traités par de nouveaux accords et décisions. Si nous nous déclarons tout de même prêts à accepter ce cadre actuel des traités, c'est d'abord parce que, à notre avis les principes fondamentaux sont justes, en outre parce que nous désirons contribuer à une issue positive des prochaines négociations. Ceci n'implique pas que nous estimons toutes les dispositions des traités également raisonnables ou adéquates, et nous espérons que les Communautés utiliseront les possibilités existantes pour prendre en considération les problèmes particuliers.

.../...



que l'adaptation aux traités entraîne inévitablement pour le Danemark.

Le Danemark est également disposé à accepter les options prises pour le développement ultérieur des Communautés qui, à notre avis, permettront à l'intégration européenne de maintenir son dynamisme. Dans l'opinion du Danemark, une extension ultérieure de la coopération dans les domaines monétaire, économique, industriel et technologique sera un élément essentiel d'un tel développement. Vu l'importance très étendue de ces questions nous désirons examiner avec les Communautés dans la période de négociations comment concrétiser ces projets. Cette possibilité existe déjà dans le domaine technologique, élément important de la coopération en politique industrielle. Nous espérons que l'on trouvera aussi des formes adéquates pour discuter les problèmes monétaires et économiques et la politique commune de pêche. Etant donné que trois des Etats candidats, comme on le sait, comptent parmi les plus grandes nations de pêche de l'Europe occidentale, la politique commune de pêche doit être formée en prenant en considération leur participation aux Communautés.

Enfin, le Danemark est prêt à accepter les finalités politiques des traités des Communautés. Les suggestions préliminaires sur la coopération politique, esquissées par le groupe de travail établi par les Ministres des Affaires Etrangères conformément à l'article 15 du communiqué de

La Haye, peuvent également être acceptées par le Danemark. Nous avons pris note que l'on pense réaliser cette coopération en dehors des institutions communautaires. Nous voyons en cette coopération politique une conséquence naturelle et nécessaire de l'intégration étendue réalisée ou projetée dans le cadre des traités dans d'autres domaines.

Tout comme le Gouvernement danois estime qu'il est logique et nécessaire d'accepter la coopération européenne dans tout son "approfondissement", il nous semble logique et nécessaire que cette coopération ait la plus grande "étendue" géographique possible. A ce sujet, je pense en premier lieu aux pays nordiques. Ce groupe de cinq pays dont, on le sait, jusqu'ici seuls le Danemark et la Norvège ont demandé l'adhésion, sont arrivés sur une base pragmatique à une coopération plus étendue dans bien des domaines que la coopération existant dans les Communautés, ceci étant le cas par exemple en ce qui concerne le marché de la main-d'oeuvre, la sécurité sociale, l'harmonisation législative, l'éducation, les questions culturelles, etc. Le Gouvernement danois désire promouvoir la continuation et l'expansion de cette coopération intra-nordique en espérant et en attendant que les Communautés soient d'accord pour estimer ceci non seulement logique pour un pays nordique, mais aussi comme constituant une politique qui servira les intérêts européens communs.

Dans les dix années écoulées, il a été établi entre

les Etats membres de l'AELE une coopération d'une importance étendue. Le Gouvernement danois espère que les Etats actuellement membres des Communautés européennes, les quatre Etats candidats et les autres Etats membres de l'AELE auront la volonté de trouver des solutions comportant une nouvelle Communauté européenne renforcée et en même temps de poursuivre les résultats importants de la coopération européenne réalisée dans le cadre de l'AELE et entre les pays nordiques. Il sera d'une importance décisive pour l'avenir d'une communauté élargie qu'elle devienne le centre d'une construction européenne large et stable comprenant tous les pays européens disposés à y participer. On doit les entraîner dans une coopération avec les Communautés jusqu'au plus grand degré possible en combinant l'imagination, la volonté politique et la prévoyance de toutes les parties. Sinon, nous n'aurons pas accompli notre tâche et des aspects importants du problème européen resteront en suspens.

Le Gouvernement danois a indiqué que, tout bien considéré, nous ne désirons pas une période de transition, que nous sommes prêts à assumer toutes les obligations qu'entraîne l'adhésion dès la ratification des traités d'élargissement. La raison de ce point de vue est simplement que le Danemark depuis plus de dix ans doit supporter une partie, selon nous mal proportionnée, des inconvénients résultant de la division économique en Europe, particulièrement sous la forme de grosses difficultés pour nos

.../...

traditionnelles exportations agricoles. Ces difficultés nous ont forcés à accélérer la diversification structurelle de nos exportations en attachant plus d'importance aux produits industriels. Ces conditions difficiles d'écoulement des produits agricoles et les grands investissements nécessités par l'industrialisation rapide ont résulté en des difficultés de la balance des paiements et en une grande importation de capitaux. Quoique les agriculteurs danois soient des producteurs très efficaces, la restructuration en cours ne peut pas et ne doit pas être arrêtée. Nos difficultés seraient cependant largement réduites si la politique agricole commune produisait son plein effet pour les Communautés élargies immédiatement après la ratification.

Toutefois, nous savons que d'autres Etats candidats demandent une période de transition et que les Communautés sont disposées à l'accepter. Nous devons donc accepter que les négociations pourront résulter en une période de transition. En revanche, nous attendons que nos partenaires dans les négociations soient d'accord qu'une partie de la tâche de formuler les modalités d'une période de transition consiste à éviter qu'elle entraîne des conséquences néfastes pour un pays qui n'a aucun désir, pas d'intérêt, et encore moins de responsabilité d'une telle période de transition qui serait éventuellement à appliquer à tous les Etats candidats.

Monsieur le Président, j'ai mentionné les adaptations que le Danemark, comme les autres Etats candidats, doit subir en

.../...

relation avec notre adhésion aux Communautés européennes. Je pourrais sans difficulté énumérer un grand nombre de problèmes qui se posent à ce sujet. J'y renonce. Mon Gouvernement est bien décidé à limiter les problèmes qui feront l'objet de négociations à un minimum de questions essentielles.

En même temps, je voudrais cependant dès maintenant vous informer, Monsieur le Président, que dans un nombre de domaines il nous faut tirer au clair, avec les Communautés, des questions de doute en ce qui concerne la bonne interprétation des nombreuses dispositions et décisions, tout comme nous voudrions clarifier comment procéder de la façon la plus pratique pour les deux parties aux modifications à apporter à la législation et à l'administration danoises par suite de notre adhésion.

Ces deux groupes de questions - les sujets à négocier et les sujets à mettre au clair - constituent à eux deux la substance de ce que le Danemark désire discuter avec les Communautés. Ils sont traités de manière plus approfondie dans un P.M. qui sera transmis aujourd'hui aux communautés et aux autres Etats candidats. Ici, je me limiterai à parler très brièvement de premier groupe, celui des problèmes à négocier. Selon notre avis, ces négociations pourront être limitées à quelques sujets principaux.

1. L'union douanière

Nous ne nous attendons pas à des problèmes sérieux par

.../...

suite de la participation du Danemark à l'union douanière. Nous sommes d'accord que le premier pas du rapprochement aux taux du Tarif Douanier Commun et la première réduction douanière interne doivent être substantiels. Nous désirons que le rapprochement vers le TDC n'ait pas lieu à une cadence plus rapide que celle du désarmement tarifaire intra-communautaire. En outre, le Danemark doit se réserver le droit, à la lumière du résultat global des négociations, y compris les modalités de la période de transition, de se servir des dispositions du Traité de Rome sur les contingents douaniers de certains produits. Enfin, il y a des détails pratiques se rapportant à la mise en vigueur du rapprochement au TDC que nous désirons discuter.

2. L'établissement d'arrangements de transition dans le secteur agricole.

Si une période de transition s'avère nécessaire, les points de vue principaux danois sont

qu'elle doit être aussi courte que possible ;

elle doit commencer dès l'entrée en vigueur du Traité d'adhésion par un rapprochement considérable vers les niveaux de prix des Communautés correspondant au premier rapprochement tarifaire ;

les nouveaux Etats membres doivent jouir dès leur adhésion d'une préférence communautaire ;

il doit y avoir parallélisme entre les avantages

.../...

croissants obtenus dans la période de transition et les contributions versées au F.E.O.G.A. pendant les diverses étapes de la période de transition;

les obligations en ce qui concerne les règles d'établissement dans le domaine de l'agriculture doivent entrer en vigueur au plus tôt à l'expiration de la période de transition ;

et enfin, la question d'abolir les droits dont le Danemark jouit actuellement sur le marché britannique en vertu des accords dano-britanniques doit être évaluée à la lumière des arrangements de transition et constituer un sujet à discuter entre le Royaume-Uni, les Communautés et le Danemark.

Il va de soi que le développement continu de la politique agricole commune, y compris les aspects des structures, est d'une importance vitale pour le Danemark. Par conséquent, nous apprécierons que l'occasion nous sera offerte, en temps utile, de prendre connaissance des projets communautaires et de présenter nos points de vue à ce sujet.

### 3. La coopération économique et monétaire

J'ai déjà mentionné notre désir de participer aux délibérations sur cette question et je ne mentionnerai ici qu'un seul aspect : la libéralisation des mouvements de capitaux. Il est possible que le Danemark, à la lumière de la situation de sa balance des paiements, doive demander qu'une période de transition dans le domaine agricole soit accompagnée d'un arrangement de transition

.../...

aussi en ce qui concerne la libéralisation des mouvements de capitaux.

#### 4. Les Iles Féroé et le Groenland

Ces deux territoires ont des problèmes inhérents qui rendent nécessaire de discuter avec les Communautés les possibilités d'obtenir des arrangements spéciaux selon les mêmes formules que celles appliquées pour certains des territoires d'outre-mer des Etats membres actuels. Nous ne nous imaginons pas une association des Iles Féroé et du Groenland, mais une solution dans le cadre de l'adhésion du Danemark. Le Gouvernement danois a déjà demandé aux Communautés des délibérations exploratoires à ce sujet. Les problèmes des deux territoires ont une importance marginale du point de vue communautaire, mais leur solution est d'une importance décisive pour la population du Groenland et des Iles Féroé qui ne se chiffre qu'à environ 40.000 habitants dans chaque territoire.

#### 5. Institutions

Le Gouvernement danois ne prévoit pas de problèmes particuliers si les négociations à ce sujet sont basées sur la proposition discutée au Conseil des Ministres des Communautés. Mon gouvernement reconnaît qu'une communauté élargie et renforcée exigera des institutions efficaces. Nous considérons également important que le Parlement européen soit doté d'un rôle graduellement plus significatif.

.../...



Quant à la contribution du Danemark aux fonds communs et notre adhésion à la C.E.C.A. et à l'Euratom, je me limiterai à me référer aux problèmes mentionnés dans le memorandum danois.

6. Enfin, un nombre de questions mineures doivent être considérées. Je cite par exemple le marché de la main-d'oeuvre nordique que nous désirons conserver conjointement avec les obligations suivant les règles communautaires à ce sujet.

Monsieur le Président, lorsque le Danemark et les Communautés se rencontreront de nouveau, nous reviendrons aux points de vue que vous avez présentés aujourd'hui au nom des Communautés.

Pour ce qui est de la procédure des prochaines négociations, notre attitude est flexible. Je me bornerai à faire quelques remarques sur ce qui est appelé "parallélisme" dans les négociations des Etats candidats. Nous avons salué avec satisfaction la décision du Conseil de commencer les négociations simultanément, de les terminer simultanément et autant que possible les mener parallèlement. Pour le Danemark, parallélisme ne signifie pas nécessairement le même nombre de réunions ou des réunions aux mêmes dates pour tous les Etats candidats. Pour nous, ce qui importe en parallélisme, c'est d'abord que les problèmes d'intérêt commun pour plusieurs Etats candidats ne soient pas considérés comme résolus avant d'avoir été discutés de façon substantielle avec tous les pays intéressés. Pour certains sujets bien définis nous proposons que l'on se mette d'accord de ne

.../...

pas terminer les négociations avec un seul pays sans donner aux autres pays intéressés une chance réelle de faire sauvegarder leurs intérêts. Quant aux Danemark, nous considérons comme des questions qui nécessitent des solutions d'ensemble la longueur de la période de transition dans le secteur agricole, les arrangements financiers, les institutions, la politique de pêche et les discussions sur la coopération dans de nouveaux domaines, en premier lieu l'union économique et monétaire. Ces questions ne trouveront de bonnes solutions que si elles sont traitées comme un ensemble et non pas comme des problèmes bilatéraux séparés. Les solutions d'ensemble des problèmes substantiels doivent être conçues comme des éléments principaux du compromis auquel doivent aboutir les négociations.

Deuxièmement, notre conception de parallélisme implique que chaque Etat candidat doit avoir la possibilité de faire progresser ses négociations jusqu'au même stade que celles des autres Etats pour que toutes les négociations puissent se trouver à tout moment pratiquement au même niveau d'achèvement ("level of completion"). Ainsi on assurera plus facilement que des problèmes identiques, mais indépendants l'un de l'autre, obtiennent des solutions uniformes vis-à-vis de tous les pays en négociation.

Nous attachons également de l'importance à ce que les négociations soient organisées de telle façon que les représentants des Communautés responsables des négociations possèdent la vue d'ensemble nécessaire des négociations avec tous les quatre pays.

.../...

Nous espérons qu'il sera possible de terminer les négociations dans une courte durée et de sorte qu'elles ne retardent pas le développement ultérieur des Communautés. En effet, nous espérons que les délibérations sur les problèmes d'avenir progresseront et que les Etats membres futurs pourront contribuer à des résultats positifs.

Monsieur le Président, nous espérons tous que cette réunion constitue l'introduction à un processus d'une importance historique pour l'Europe. L'issue des négociations entamées aujourd'hui décidera si l'Europe apparaîtra comme un ensemble harmonieux, édifié en respectant les différences culturelles et historiques de la façon de vivre et des vues qui, à mon avis, font partie de la richesse de l'Europe et dont la conservation appelle des efforts communs dans le processus de l'intégration. Je suis convaincu que les Etats candidats pourront y apporter des contributions précieuses. Le talent de trouver des solutions respectant la raison et la caractéristique nationales sera d'une importance décisive pour l'attitude de nos peuples et du monde extérieur vis-à-vis des Communautés européennes élargies. C'est uniquement par de plus grandes connaissances des raisons et des caractéristiques nationales des pays européens qu'il sera possible d'assurer la pleine entente entre les peuples européens et d'obtenir le large soutien aux activités des Communautés qui sont si importants pour leur développement futur.

C'est pourquoi nous espérons que les Communautés

./..

dans leurs projets futurs, trouveront la possibilité d'entamer de nouvelles tâches pouvant contribuer à assurer l'accomplissement de ces buts, par exemple une coopération élargie dans le domaine des questions sociales, de l'éducation et de la culture. En même temps, il est très important que de nouvelles tâches de ce genre soient réalisées d'une façon susceptible de leur donner d'attrait pour la génération future.

Voici un défi digne pour une Communauté européenne désireuse de répondre à son nom ambitieux et de garder sa force dynamique et son attrait vis-à-vis des générations futures.

---

Traduction

Luxembourg, le 30 juin 1970.

EMBARGO: le 30 juin 1970 à 14h00

-----  
Sous réserve de modifications.

CONFERENCE ENTRE LES COMMUNAUTES  
EUROPEENNES ET LES ETATS AYANT DEMANDE  
L'ADHESION A CES COMMUNAUTES

= = = = =

Déclaration de M. Sverre STRAY  
Ministre des Affaires Etrangères de Norvège

Monsieur le Président,

Au nom du Gouvernement norvégien je tiens à vous remercier de votre invitation à cette réunion de Luxembourg. Le fait que dix ministres européens des affaires étrangères sont rassemblés ici pour ouvrir des négociations en vue de l'élargissement des Communautés Européennes prouve bien que l'évolution de la politique des marchés en Europe occidentale entre dans une phase nouvelle et importante.

A deux reprises, en 1962 et en 1967, le Gouvernement norvégien avait demandé à négocier sur la base de l'article 237 du Traité de Rome, de l'article 98 du Traité de Paris et de l'article 205 du Traité de l'Euratom. Nous sommes heureux de constater que, grâce à la réunion à La Haye des Chefs d'Etat ou de Gouvernement, il nous est aujourd'hui possible d'entamer ces négociations.

La Communauté que vous représentez, Monsieur le Président, est une communauté en expansion. Achèvement, renforcement et élargissement,

voilà ce qui a inspiré ces derniers temps l'action de la Communauté.

Le Gouvernement norvégien pense qu'il faut élargir et renforcer la coopération entre les peuples d'Europe, ce qui contribuera à l'exploitation efficace de l'ensemble de nos ressources et donnera à l'Europe une possibilité accrue d'exercer une influence conforme à nos traditions démocratiques et culturelles communes. Cette coopération doit être conçue de façon à servir les intérêts de tous les pays d'Europe, grands ou petits.

Les possibilités de jeter un pont entre les deux marchés européens me paraissent meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'ont été depuis longtemps. Au cours de ces négociations, il faut espérer que se manifestera la volonté de résoudre tous les problèmes, et que le résultat atteint sera avantageux, non seulement pour chacun des pays participants, mais aussi pour l'ensemble de l'Europe.

Le Gouvernement norvégien considère le Traité de Rome comme un fondement adéquat pour une coopération européenne élargie, avec sa finalité, l'ensemble des règles contenues dans les traités présents, et les règlements et les directives adoptés par la suite. L'application en Norvège de certains de ces règlements et directives soulèvera des problèmes considérables que nous désirons discuter au cours des négociations, problèmes qui ont leur origine dans des situations spécifiquement norvégiennes.

L'économie norvégienne est fortement orientée vers l'extérieur. Il a fallu en effet trouver des débouchés internationaux pour une grande partie de nos marchandises et pour les services de notre marine marchande. Les exportations totales de biens et de services correspondent à 40 pour cent environ du produit national brut. De plus, nos exportations se concentrent sur un petit nombre de marchés importants et se limitent à un nombre très restreint

de produits. C'est pourquoi nous avons participé activement aux efforts entrepris pour libéraliser le commerce mondial et renforcer la coopération économique internationale. Les quatre cinquièmes des exportations norvégiennes de marchandises sont absorbées par l'Europe occidentale. C'est donc avec un vif intérêt que la Norvège a suivi l'intégration européenne.

Nos échanges avec les pays membres de la Communauté ont considérablement augmenté, mais l'accroissement des échanges avec les pays de l'AELE, et notamment avec les pays nordiques, a été bien plus intense. La coopération à l'intérieur de l'AELE a été pour nous une bonne expérience. Des liens économiques solides ont été tissés entre les pays de l'AELE. Le Gouvernement norvégien accorde au maintien du marché libre ainsi établi un poids décisif.

Le marché nordique obtenu grâce à l'AELE a une importance toute particulière. L'éventuel rétablissement des barrières commerciales aujourd'hui disparues, poserait de très graves problèmes. Au cours des négociations qui s'ouvrent maintenant, il faut trouver des solutions assurant la continuation des échanges libres réalisés aujourd'hui entre les pays nordiques. La coopération nordique englobe le secteur économique et bien d'autres domaines, et elle repose sur des traditions solides et anciennes. La Norvège attache du prix à son maintien et à son développement. Je voudrais à ce propos attirer votre attention sur l'importance du marché nordique du travail.

Les questions que nous aimerions soulever pendant les négociations sont en premier lieu liées à la situation géographique de notre pays et aux données naturelles. Mener une politique de développement régional est d'une grande importance pour nous. Il est essentiel que nous puissions continuer à mettre en oeuvre les moyens nécessaires à cet effet.

Une Communauté élargie, dont la Norvège fera partie, comptera seulement 1,5 pour cent de Norvégiens. Dans un pays aussi étiré en longueur et dont le peuplement est si clairsemé, le maintien de l'implantation démographique restera constamment un problème primordial. Il faudra donc toujours assurer des conditions satisfaisantes pour l'exercice des activités dans l'agriculture et dans la pêche. Pour conserver la répartition de la population dans le pays tout entier, il faut nécessairement maintenir une activité agricole ayant approximativement la dimension et le caractère qu'elle a aujourd'hui. Au point de vue de la protection civile, il est également vital de maintenir une agriculture assurant à la population un minimum d'approvisionnement en denrées alimentaires.

Pour la Norvège, les thèmes de la négociation devraient pouvoir se limiter essentiellement à l'agriculture, la pêche, les mouvements des capitaux et le droit d'établissement. Permettez-moi, Monsieur le Président, de mentionner brièvement ces questions dès aujourd'hui.

Pour l'agriculture et la pêche, je rappellerai la déclaration qu'a faite au nom du Gouvernement norvégien le 4 juillet 1962, son Ministre des Affaires Etrangères d'alors, Halvard Lange. Je ne vais pas recommencer aujourd'hui l'exposé présenté par lui des désavantages concurrentiels permanents de l'agriculture norvégienne par rapport à celle du continent européen. Néanmoins, je me permettrai de souligner ceci: 3 pour cent seulement de notre territoire est constitué par des terres arables. La production agricole de la Norvège ne représente qu'un demi pour cent de la production agricole totale d'une Communauté élargie. A la dimension européenne, la production norvégienne est marginale; des solutions spécifiques durables pour l'agriculture norvégienne ne devraient donc pas avoir de répercussions sensibles pour l'agriculture européenne.



Par suite des conditions naturelles la production agricole s'est orientée vers les fourrages et l'élevage qui représentent 80 pour cent environ des revenus des paysans. Dans **certaines régions**, la production de fruits et légumes est très importante. Les importations couvrent presque totalement les besoins norvégiens de sucre et de céréales destinées à la consommation humaine, la moitié des céréales à fourrage et une proportion importante des fruits et légumes. Au total, la production agricole norvégienne fournit moins de 40 pour cent des calories nécessaires. Notre pays est un importateur <sup>net important</sup> de denrées alimentaires.

L'adhésion à la Communauté élargie entraînera, par suite d'importations considérables de denrées alimentaires, un accroissement important de ses dépenses en devises. La Norvège n'a pas de problèmes d'excédents agricoles.

La politique agricole norvégienne veut assurer aux paysans un revenu aligné sur celui des travailleurs engagés dans d'autres activités économiques. Pour cela le niveau des prix est relativement élevé. Si l'agriculture norvégienne avait à s'aligner sur les prix communautaires en vigueur, il s'en suivrait une diminution de 40 à 50 pour cent du revenu actuel des paysans. Au cours des négociations, il faudra trouver des solutions garantissant aux paysans un revenu de leur production qui leur assure l'assiette économique nécessaire pour continuer à exercer leur profession. D'un point de vue compétitif les désavantages de l'agriculture norvégienne étant permanents, ces solutions devront également être durables.

Dans les régions côtières, la pêche restedans une grande mesure la base, même de l'implantation des habitants. L'activité industrielle qu'on y trouve est aussi essentiellement fondée sur la pêche. Dans beaucoup de régions, il n'y a pas, ou il y a peu d'emplois autre, que ceux liés à la pêche.

A cause de la géographie et des conditions naturelles, la pêche en Norvège est principalement côtière. C'est pourquoi les problèmes liés aux zones de pêche sont d'une importance vitale pour le pays. Assurer la base même de l'existence de la population côtière est une tâche nationale importante. Nous considérons qu'il est essentiel de trouver une solution satisfaisante à ces questions quand une politique commune de la pêche sera formulée.

La Norvège suppose que les pays candidats vont pouvoir exprimer leurs points de vue sur la politique commune de la pêche, les négociations pour l'adhésion de ces pays étant désormais ouvertes.

Pour la Norvège se posent également quelques problèmes relatifs aux règles communautaires régissant les mouvements des capitaux et le droit d'établissement. La Norvège, traditionnellement, importe des capitaux étrangers et elle continuera à en avoir besoin pour le développement du pays. Le volume des capitaux importés et les modalités de leur importation risquent cependant de poser des problèmes particuliers en raison de la structure des entreprises norvégiennes: de petites unités avec très peu de capital propre. Les législateurs norvégiens ont depuis longtemps mis au point un régime de concessions destiné à surveiller l'exploitation des ressources naturelles en fonction de l'utilité publique et économique. C'est pourquoi ce régime occupe une place centrale dans notre politique économique. La réglementation communautaire pourrait créer pour la Norvège des difficultés particulières et nous aimerions en discuter au cours des négociations.

Pour le reste, nous croyons qu'il nous sera possible de prendre sur le plan interne, avant l'expiration des périodes de transition mutuelles à convenir, les mesures préparatoires nécessaires pour l'application de la réglementation communautaire. Bien sûr, certaines questions nécessiteront un examen plus détaillé, celle par exemple que soulève le Traité de Paris pour notre production charbonnière au Svalbard.

La participation à la coopération de l'EURATOM ne semble pas soulever de difficultés particulières, abstraction faite du problème spécial du contrôle, qui devra cependant trouver sa solution dans un plus grand cadre.

Nous avons pris note avec intérêt des plans proposant une coopération en politique industrielle. Nous accordons notre soutien à une coopération industrielle européenne plus large. Nous attachons une importance particulière à ce que la politique régionale soit une pièce maîtresse dans la future politique industrielle européenne.

Nous nous intéressons aussi vivement à toute action destinée à promouvoir la coopération technologique et scientifique. Nous avons accepté avec plaisir l'invitation que la Communauté nous avait adressée à ce sujet l'année dernière.

A ce propos,, il convient de souligner l'intérêt avec lequel nous avons constaté que les nations ont pris progressivement conscience de l'impossibilité de résoudre heureusement dans le cadre d'un seul Etat ou d'un seul pays de nombreux problèmes posés par la société moderne. Je pense tout d'abord aux problèmes de la pollution et de la protection de la nature.

La Communauté est en train de mettre au point des plans pour une coopération plus étendue et plus vaste dans le domaine économique et monétaire. Pour sa part, la Norvège a souligné depuis toujours dans la coopération internationale l'importance d'une coordination optimale de la politique économique et monétaire entre les pays. La Norvège attache du poids à la stabilité dans ces domaines, et elle désire participer à une coopération plus large. Nous aurons sans doute l'occasion de présenter notre conception de ce que devrait être une telle coopération.

Le Gouvernement norvégien est pour une coopération européenne constructive, cherchant à renforcer, économiquement et politiquement, les peuples d'Europe, afin

qu'ils puissent jouer un rôle toujours plus important dans l'action menée en vue d'assurer la paix et la sécurité du monde. Nous comprenons qu'une coopération politique future sera discutée dans un autre contexte.

Une telle coopération devrait aussi permettre de faire davantage pour cet important groupe de pays du tiers monde en voie de développement.

Je dois mentionner qu'un référendum consultatif est censé avoir lieu avant la délibération définitive du Storting, sur le résultat des négociations.

En ce qui concerne la procédure pour les négociations qui viennent, nous aimerions pour notre part que les échéances soient pareilles pour tous les pays qui ont demandé à participer à une Communauté élargie, autrement dit, que les négociations puissent se conclure en même temps pour tous.

En principe, les négociations avec les différents candidats doivent avancer au même rythme. Il faut des consultations effectives pour les différentes négociations que mènent les différents pays. La Norvège, par exemple, aimerait participer à toutes les négociations touchant à la politique commune de la pêche.

Nous acceptons le calendrier qui nous est proposé et qui fixe au 22 Septembre prochain le début des négociations sur le fond.

TRADUCTION PROVISOIRE

Le Royaume-Uni et les Communautés européennes : Déclaration faite au nom du Gouvernement de Sa Majesté par le Très Honorable Anthony BARBER, Membre du Parlement, Chancelier du Duché de Lancaster, à la réunion de la Conférence tenue à Luxembourg le 30 juin 1970

Monsieur le Président,

1. Je voudrais commencer par exprimer tout le plaisir que j'éprouve d'être en mesure de commencer nos délibérations ici à Luxembourg et par remercier le Gouvernement luxembourgeois pour les facilités et l'hospitalité qu'il nous a généreusement accordées aujourd'hui.
  
2. Je voudrais aussi me permettre de vous dire, Monsieur le Président, car je crois que c'est le dernier jour où vous assumez les fonctions de Président du Conseil de Ministres des Communautés Européennes, combien nous apprécions tout ce que vous avez fait, vous-même et vos collègues, au cours des six derniers mois pour nous permettre de nous réunir maintenant. Depuis la réunion de La Haye en décembre dernier, tenue à l'initiative du Président de la République française, nous avons tous suivi des voies convergentes qui nous ont amenés à Luxembourg.

.../...

3. Je voudrais également rendre hommage à M. REY pour tout ce que lui-même et ses collègues au sein de la Commission européenne ont fait pour la cause d'une Europe unie et pour l'élargissement des Communautés européennes. Je sais que les Gouvernements des Etats membres des Communautés regretteront son départ, et il en sera de même pour nous.

4. M. le Président, avant de passer à l'essentiel de notre réunion d'aujourd'hui, j'espère que vous me permettrez de dire quelques mots à titre purement personnel. Après 20 ans de vie politique, je ne puis m'imaginer de tâche plus importante que celle de mener ces négociations au nom du Gouvernement de Sa Majesté. Je n'en suis venu que récemment aux détails des affaires européennes, mais j'ai suivi ces questions suffisamment longtemps pour reconnaître, d'une part, les grands avantages qui en résulteront pour nous tous si ces négociations aboutissent, mais, d'autre part, de la nécessité pour nous d'aborder des problèmes très réels que nous serons appelés à résoudre d'un commun accord.

5. Personne dans cette enceinte ne sait si nous allons réussir, si, en fin de compte, nous serons en mesure de convenir des conditions qui soient acceptables pour tous. Mais, tout au moins, nous pouvons dire ceci: nous nous rencontrons aujourd'hui pleins de bonne volonté de toutes parts et, je crois, pleins de détermination de faire tout notre possible pour arriver à une solution équitable.

.../...

6. Il y a neuf ans, nous avons commencé les négociations en vue de devenir membre des Communautés européennes. Nous avons engagé ces négociations avec de grands espoirs, mais ceux-ci ne se sont pas réalisés. Ensuite, en mai 1967, le précédent Gouvernement britannique a formulé une demande d'adhésion. Et, actuellement, en ce jour, je voudrais que mes collègues au sein des Communautés sachent que le nouveau Gouvernement britannique est convaincu qu'avec de la bonne volonté, ces négociations qui commencent maintenant peuvent réussir. Notre tâche commune consistera à élaborer des conditions qui soient équitables. Et si personne parmi nous ne perd de vue les raisons impératives qui militent en faveur de l'unification et du renforcement de l'Europe, ces raisons étant devenues encore plus fortes avec les années, il est certain que ces conditions équitables seront trouvées.

7. Il est un fait indéniable, c'est qu'aucun d'entre nous, agissant seul, n'est en mesure d'atteindre les objectifs que nous cherchons à réaliser pour nos peuples sur le plan de la sécurité matérielle et dans le domaine du progrès économique et social. Si nous regardons au-delà de nos frontières, nous constatons qu'il subsiste encore certains dangers et il est justifié que l'Europe assume une plus grande part de responsabilité pour assurer sa défense. C'est là également un souci que nous avons en commun.

8. Ce serait faire preuve d'un manque total de réalisme que de dissocier les intérêts politiques et les intérêts économiques de l'Europe parce que la place que nous occupons dans le monde et l'influence que nous y exerçons seront

./..

ien/dp

déterminées dans une large mesure par l'accroissement de nos ressources et par le rythme de notre développement technologique. De nos jours, la croissance économique et le développement technologique exigent que nos économies et nos marchés soient intégrés.

9. Il va de soi que l'Europe doit tenir pleinement compte du point de vue de ses amis et de ses alliés dans d'autres parties du monde. Mais aucun d'entre nous qui participe aux présentes négociations ne doit perdre de vue notre objectif commun : l'unité européenne. Et aucun de ceux qui ne participent pas aux négociations ne doit penser qu'il soit de son intérêt de nous voir échouer dans la réalisation de cet objectif. Sur cette base, en effet, nous pouvons non seulement espérer que des relations plus étroites et plus fructueuses s'établiront entre l'Est et l'Ouest, mais nous pouvons aussi contribuer plus efficacement à la concrétisation de cet espoir. Nous pouvons faire davantage pour promouvoir l'accroissement des échanges internationaux. Et nous pouvons aussi apporter une contribution européenne plus grande pour résoudre les problèmes des pays moins prospères.

10. Telles sont les raisons pour lesquelles nous avons besoin d'une Europe unie. Nous voulons que l'Europe prospère. Mais nous ne recherchons pas la prospérité pour l'Europe toute seule, pas plus que vous d'ailleurs. Nous croyons, tout comme vous, que l'Europe a encore sa contribution à apporter au-delà de ses frontières et nous estimons que l'Europe ne sera pas en mesure d'apporter une contribution totale aussi longtemps que les Communautés ne seront élargies et n'incluront pas la Grande-Bretagne.

./..

ien/DP



11. Les Gouvernements du Danemark, de la République irlandaise et de la Norvège ont également décidé de demander leur adhésion aux Communautés et nous nous félicitons cordialement de leur décision. Nous pensons également qu'un certain nombre de pays européens qui n'adhéreront pas aux Communautés, en tant que membres de plein droit auront néanmoins une contribution importante à apporter à la réalisation d'un grand nombre de nos objectifs communs et qu'il est dès lors de notre intérêt commun que ces pays parviennent à nouer avec les Communautés élargies des relations qui donnent satisfaction à toutes les parties.

12. Tant Monsieur HEATH, dans un discours qu'il a prononcé le mois dernier, que le précédent Gouvernement britannique ont invité clairement que nous acceptons les Traités instituant les trois Communautés européennes et les décisions qui en découlent. Je confirme que telle est bien la position du Gouvernement de Sa Majesté, sous réserve des points que je vais aborder maintenant.

13. La liste des questions que nous souhaitons voir examiner au cours des négociations reste identique à la liste présentée par le précédent Gouvernement britannique en juillet 1967. En ce qui concerne l'Euratom et la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, nous ne demandons qu'une période transitoire de très courte durée. L'adaptation de la Grande Bretagne aux obligations découlant du Traité instituant la Communauté Economique Européenne exigera évidemment une période plus longue. Et ce serait manquer de réalisme que de ne pas se rendre compte dès le début qu'il convient de résoudre certains problèmes très ardues. Comme vous le savez, nos problèmes majeurs portent sur certains points de la politique agricole, sur notre contribution aux dépenses budgétaires de la Communauté, sur les exportations de sucre en provenance du Commonwealth, sur les problèmes spéciaux de la Nouvelle-Zélande et sur certaines autres questions concernant le Commonwealth.

14. La position que le précédent gouvernement britannique a prise en juillet 1967 s'est naturellement modifiée en fonction des développements qu'a connus la Communauté depuis lors. La politique en matière de pêcheries pourrait être l'un de ces développements. Dans le domaine des règlements budgétaires de la Communauté, des développements récents ont rendu plus difficiles les problèmes auxquels se heurtent notre adhésion. Comme vous le savez, nos prédécesseurs avaient espéré que la Grande Bretagne participerait en tant que membre de plein droit aux négociations sur les règlements financiers pour la période qui suivrait la fin de 1969. Si nous avions agi ainsi, il ne fait pas de doute que l'accord qui en serait résulté aurait dûment tenu compte de nos intérêts comme il a tenu compte des intérêts de chacun des membres actuels des Communautés. Mais nous n'étions pas partie à cet accord. Et les règlements qui, en tout état de cause, doivent être souscrits pour permettre à un nouveau membre de participer aux dispositions budgétaires des Communautés européennes constitueront l'un des éléments primordiaux des négociations dans lesquelles nous nous engageons. Lorsque, en septembre 1967, la Commission européenne a donné son avis sur notre candidature, elle a reconnu que les accords financiers existants, si on les appliquait à la Grande Bretagne, "suscitaient un problème d'équilibre dans la répartition des charges financières". Je pense que l'on s'accordera généralement à penser que les nouvelles décisions ont rendu plus grave pour nous ce problème d'équilibre. C'est pourquoi nous devons nous efforcer de trouver ensemble une solution à ce problème fondamental, une solution qui soit bonne et équitable pour la Communauté élargie et pour tous ses membres. Si j'insiste sur ce point, c'est seulement parce que, si une telle solution n'était pas trouvée, le Royaume-Uni ne pourrait supporter les charges qui pèseraient sur lui et aucun Gouvernement britannique ne pourrait envisager l'adhésion. De plus, sans telle solution c'est toute la base de stabilité et de confiance, essentielle au développement futur des Communautés, qui viendrait à manquer.

.../...

15. Il y a quelques semaines, M. Heath a parlé du développement futur des Communautés. Il a dit que nous partagions votre détermination à passer de ce qui avait déjà été réalisé à de nouvelles phases dans la coopération, en commençant par les questions économiques et monétaires, mais en posant en même temps les fondements d'une nouvelle méthode de coopération en matière de politique extérieure et de défense. Pour tous ces problèmes, a-t-il ajouté, nous devrions rechercher des solutions qui soient des solutions communautaires. Nous nous félicitons des efforts que vous avez déjà réalisés dans la voie d'une intégration économique et monétaire plus étroite et nous sommes prêts à y apporter notre pleine contribution. Il y a aussi d'autres aspects de votre politique pour lesquels nous aimerions également que des progrès soient encore accomplis. Par exemple, en ce qui concerne la politique industrielle, la politique régionale et, naturellement, la politique en matière de technologie pour laquelle nous travaillons déjà ensemble mais où nous pourrions faire beaucoup plus encore si les Communautés étaient élargies.
16. Ce que j'ai dit aujourd'hui suffit à vous montrer que le nouveau Gouvernement britannique est déterminé à travailler avec vous à la construction d'une Europe qui ait son caractère propre. Si les Communautés doivent se développer, et si nous devons trouver des solutions communautaires à nos problèmes communs, nous auront besoin d'un mécanisme pour prendre les décisions. Cela signifie que nous participerons à la mise au point continue d'institutions efficaces, efficaces dans l'accomplissement des choses qui, selon notre expérience commune, apparaîtront nécessaires et avantageuses pour tous. C'est de cette manière que nous avons toujours envisagé dans la pratique un changement institutionnel. Ce qui importe - pour vous comme pour nous - c'est que nos objectifs sont les mêmes et que nous aurons autant que vous, besoin d'institutions qui nous permettent de réaliser ces objectifs.

.../...

17. J'ai dit que nous acceptons les traités et leurs objectifs. Mais il ne s'agit pas seulement pour nous d'accepter ce que vous avez fait. Comme vous, nous regardons vers l'avenir. Comme la Commission l'a reconnu dans l'avis qu'elle a exprimé au mois d'octobre dernier, l'admission de nouveaux Etats revêtira une grande importance pour les Communautés, à la fois en ce qui concerne leur développement interne et l'exercice des responsabilités accrues qu'elles auront à assurer sur le plan mondial.
18. J'ai fait allusion aux points les plus importants que nous désirons discuter au cours des négociations. Nous espérons que ces négociations pourront être brèves et se borner à l'essentiel. Il m'a été rapporté que les problèmes dont vous avez discuté au cours des six derniers mois en préparant ces négociations ressemblent beaucoup aux nôtres. Nous avons donc les mêmes problèmes, à savoir comment permettre à une Communauté élargie de fonctionner de la manière la plus efficace à l'avantage de tous. Notre souhait est de rechercher ensemble dans un esprit communautaire les solutions qui, comme la Commission l'a exprimé dans son avis de 1969, assureront la cohésion et le dynamisme indispensables à une Communauté élargie.
19. Monsieur le Président, nous avons maintenant l'occasion, après de nombreuses années, de réaliser ensemble une Europe qui ait son caractère propre. Nous avons les mêmes intérêts dans le domaine de la défense ; chaque jour, nos intérêts politiques se rapprochent

.../...

de plus en plus. Si nous élaborons ensemble de nouvelles politiques, nous trouverons naturel, comme je l'ai déjà dit, de mettre au point l'appareil institutionnel nécessaire à la mise en oeuvre de ces politiques. Si, ensemble, nous pouvons mener à bien les négociations qui viennent de commencer, il n'y aura pas de limite, comme l'a dit Sir Winston Churchill, au bonheur, à la prospérité et à la gloire que connaîtront nos populations de l'Europe. Que personne d'entre nous n'épargne ses efforts au cours de ces négociations. Inspirés par notre bonne volonté et unis par tant d'objectifs, d'espérances et d'intérêts, cette fois nous pouvons réussir.

20.       Monsieur le Président, étant donné l'importance de cette réunion, je veillerai à ce que le texte de ma déclaration soit rendu public au Royaume-Uni.
-

CONSEIL DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Luxembourg, le 29 juin 1970  
1191/70 (AG 189)

LISTE DES DELEGATIONS  
VERZEICHNIS DER DELEGATIONEN  
ELENCO DELLE DELEGAZIONI  
LIJST VAN DE DELEGATIES

DELEGATION ALLEMANDE

M. SCHEEL	Ministre des Affaires Etrangères
M. von BRAUN	Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères
M. SACHS	Ambassadeur, Représentant Permanent
M. ROTH	Ambassadeur, Ministère des Affaires Etrangères
M. EVERLING	Ministerialdirektor, Ministère des Affaires Economiques
M. STALMANN	Ministerialdirektor, Ministère de l'Agriculture
M. BOEMCKE	Ministerialdirigent, Représentant Permanent adjoint

DELEGATION BELGE

Ministère des Affaires Etrangères

M. HARMEL	Ministre
M. DAVIGNON	Directeur Général
M. NOTERDAEME	Chef de Cabinet
M. THUYSBAERT	Conseiller de Cabinet
M. RAEYMACKERS	Ministre plénipotentiaire
M. COLLINS	Directeur d'Administration

Ministère des Finances

Baron SNOY et d'OPPUERS	Ministre
M. GAUDY	Conseiller

Ministère de l'Agriculture

M. HEGER	Ministre
M. VANDENMOORTELE	Secrétaire Général

Représentation Permanente

M. VAN DER MEULEN	Ambassadeur Représentant Permanent
M. DOUMONT	Représentant Permanent adjoint



DELEGATION FRANCAISE

M. SCHUMANN	Ministre des Affaires Etrangères
M. GISCARD d'ESTAING	Ministre de l'Economie et des Finances
M. DUHAMEL	Ministre de l'Agriculture
M. BOEGNER	Ambassadeur, Représentant Permanent

DELEGATION ITALIENNE

M. MORO	Ministre des Affaires Etrangères
M. PEDINI	Sous-Secrétaire d'Etat Ministère des Affaires Etrangères
M. BOIBASSEI	Ambassadeur, Représentant Permanent

DELEGATION LUXEMBOURGEOISE

M. THORN	Ministre des Affaires Etrangères
M. BUECHLER	Ministre de l'Agriculture
M. HART	Ministre de l'Economie Nationale
M. BORSCHETTE	Ambassadeur, Représentant Permanent
M. DUHR	Ministre plénipotentiaire, Ministère des Affaires Etrangères
M. de HUYSER	Directeur du Service "Marché Commun" Ministère des Affaires Etrangères
M. MEISCH	Directeur des Affaires Politiques, Ministère des Affaires Etrangères
M. DONDELINGER	Représentant Permanent adjoint
M. PETERS	Conseiller d'Ambassade

DELEGATION NEERLANDAISE

M. LUNS	Ministre des Affaires Etrangères
M. DE KOSTER	Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères
M. SPIERENBURG	Ambassadeur, Représentant Permanent

Ministère des Affaires Etrangères

M. HARTOGH	Directeur Général
M. POSTHUMUS MEYJES	Directeur

Ministère des Affaires Economiques

M. BROUWERS	Secrétaire Général
M. DE GROOTH	Directeur Général adjoint
M. HUIBREGTSE	Directeur
M. BOERSMA	Chef adjoint auprès de la Direction Générale du Commerce et de l'Industrie Directeur

Ministère de l'Agriculture

M. FRANKE	Directeur Général
M. VAN NES	Directeur
M. MEIJER	Directeur
M. VRIES	Directeur

Représentation Permanente

M. LUBBERS	Représentant Permanent adjoint
M. BENDIEN	Conseiller
M. VAN CORSCHOT	Conseiller
M. VAN BERCKEL	Conseiller

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION	
FROM			TO			VI 363	VF 026
HR	MIN	SEC	HR	MIN	SEC	12 ST 16 MM COULEURS MUETS	
	01	30				ST 419 - Election du nouveau président du Parlement Européen	
						Mario SCELBA	
				12	40	Strasbourg 12/03/69	
	12	50				ST 489 - Réunion au sommet des Chefs d'Etats et de	
						gouvernements des six pays de la C.E.	
				17	08	La Haye 1-2/12/69	
	17	18				ST 506 - Colloque des Jeunesses politiques européennes avec	
						le Président REY	
				20	56	Bruxelles 10/02/70	
	21	06				ST 509 - Visite du Ministre des Affaires étrangères israélien	
						Aba EBAN à la CCE - M. MARTINO	
				22	07	Bruxelles 18/02/70	
	22	17				ST 510 - Réunion de la Commission des C.E.	
				26	13	Bruxelles 18/02/70	
	26	23				ST 519 - Visite du Ministre des Affaires étrangères autrichien	
						KIRSCHLAGER au Président REY	
				27	48	Bruxelles 28/05/70	
	27	58				ST 522 - Bâtiments de la CEE	
				33	26	Bruxelles 15/06/70	

[illegible]

1/2

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION
From			To			
Hr	Min	Sec	Hr	Min	Sec	
						VI 363 - VF 026
						12 ST 16mm COULEURS MUETS
1	30					ST 419 - Election du nouveau président du Parlement Européen Mario SCILBA Strasbourg 12.03.69
			12	40		
12	50					ST 489 - Réunion au sommet des Chefs d'Etat et de gouverne- ment des six pays de la C.E. La Haye 1-2.12.69
			17	08		
17	18					ST 506 - Colloque des jeunesses politiques européennes avec le président Rey Bruxelles 10.02.70
			20	56		
21	06					ST 509 - Visite du Ministre des Affaires étrangères israélien ABRAHAM à la CEE - Mr. Martino Bruxelles 18.02.70
			22	07		
22	17					ST 510 - Réunion de la Commission des C.E. Bruxelles 18.02.70
			26	13		
26	23					ST 519 - Visite du Ministre des Affaires étrangères autrichien KIRSCHLAGER au Président Rey Bruxelles 28.05.70
			27	48		
27	58					ST 522 - Bâtiments de la CEE Bruxelles 15.06.70
			33	26		

2/2

TIMECODE						SHOT DESCRIPTION
From			To			
Hr	Min	Sec	Hr	Min	Sec	
						VI 363 - VF 026
						12 ST 16mm. COULEURS MUETS
	34	17				/ ST 524 - Signature d'une
				37	51	Convention CEE - Israël
						Luxembourg 29.06.70
	38	02				/ ST 525 - Signature d'une
				40	42	Convention CEE - Espagne
						Luxembourg 29.06.70
	40	53				/ ST 526 - Séance d'ouverture
						des négociations avec les
						pays candidats à
						l'adhésion aux C.E.
				50	15	Arrivées et Tour de table
						Luxembourg 01.07.70
	50	25				/ ST 527 - Réception d'adieu
				54	22	du Président Rey
						Bruxelles 01.07.70
	54	32				/ ST 528 - Passation des pouvoirs
						de la Commission Rey à
						la Commission Malfatti
				58	49	B/N Bruxelles 02.07.70



Directorate-General  
Information, Communication, Culture

COMMISSION  
OF THE EUROPEAN  
COMMUNITIES

Bureau de Production

Brussels (02) 235.21.23 tlx. 61979 comrtv b

Fax. (02) 230.12.80

## VIDEO TAPE RECORDING REPORT

VHS + Burnt In T/C fait le : .....

Archive Fiche de Travail No : .....

DISPOSAL INSTRUCTIONS Likely to be of interest to archives yes / no

Erase After ..... 19 ..... / Refer To ..... / Other .....

ERASURE AUTHORISED BY : Production :

Archives :

Responsable :

## NOTES

TECHNICAL DETAILS Line up is EBU bars (75 % chroma 100 % lum and Odbm tone), 625/50 PAL/COMPONENT

Record Machine No : ..... (VPR 300/ACR 225/KRM 800/CVR 70/CVR 75/ BVU 800/BVW 40/VPR2/ ..... )

Camera ..... Engineer/Cameraman ..... Source M/C .....

Timecode VITC T/C Yes/~~No~~ LTC T/C Yes/~~No~~ (track 3/.....) User Bits ? .....VITC IDENTICAL TO LTC : Yes ~~No~~ LTC : ..... VITC .....

Sound Noise Reduction System :

Mark identical tracks

Noise  
Re-  
duction

## Technical Report

TRACK 1	mute/sync/	MUTE			ON/OFF
TRACK 2	mute/sync/	"			ON/OFF
TRACK 3	mute/sync/	"			ON/OFF
TRACK 4	mute/sync/	"			ON/OFF

### Transmission Details

Clock : Yes/No Vision Completed : .....

Sound Completed : .....

Spot Checked/Fully Checked

## TAPE CONTENTS

[illegible]